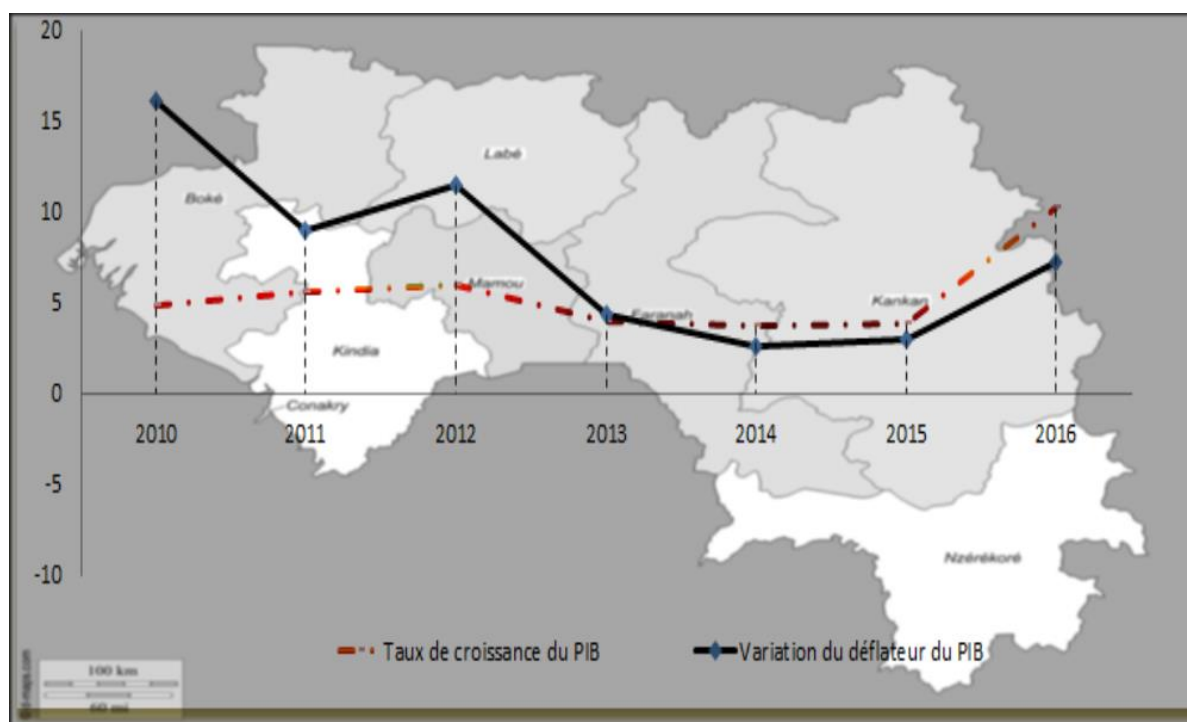




INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
DÉPARTEMENT DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

## COMPTES NATIONAUX DÉFINITIFS 2015 ET PROVISOIRES 2016



Janvier 2018

N°	Prénoms et Nom	Fonction	E-mail
<b>Direction Générale de l'INS</b>			
1	Monsieur Aboubacar KABA	Directeur Général	<a href="mailto:kababouacar@yahoo.fr">kababouacar@yahoo.fr</a>
2	Monsieur Mamadou CAMARA	Directeur Général Adjoint	<a href="mailto:dalabaya@yahoo.fr">dalabaya@yahoo.fr</a>
<b>Département Comptabilité Nationale</b>			
3	Monsieur Foromo Sylverd HABA	Sous – Directeur Sociétés Non Financières	<a href="mailto:sylverd.haba@gmail.com">sylverd.haba@gmail.com</a>
4	Hadja Mariama Layla DIALLO	Sous – Directrice Administration Publique	<a href="mailto:mariamalayladiallo@yahoo.fr">mariamalayladiallo@yahoo.fr</a>
5	Monsieur Karim SOW	Sous – Directeur Sociétés Financières	<a href="mailto:Karimsow052@yahoo.fr">Karimsow052@yahoo.fr</a>
6	Madame YOULA Baya CISSE	Sous – Directrice Secteur Informel et Ménage	<a href="mailto:cissebaya@gmail.com">cissebaya@gmail.com</a>

## AVANT PROPOS

1. Dans le cadre des travaux de l'édition des comptes nationaux, l'Institut National de la Statistique (INS) à travers le Département de la Comptabilité Nationale vient d'élaborer les comptes nationaux définitifs de 2015 et provisoires de 2016 suivant le *système de comptabilité nationale de 1993 (SCN93)*.
2. La présente publication comprend essentiellement trois chapitres :
3. Les deux premiers chapitres, concernent la publication des résultats relatifs au tableau des ressources et emplois (TRE). Ces résultats présentent le Produit Intérieur Brut et ses emplois aux prix courants et aux prix chaînés de l'année de référence 2010.
4. Le troisième chapitre porte sur les résultats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui retracent les opérations de répartition entre les secteurs institutionnels.
5. L'INS exprime ses remerciements aux différentes structures visitées (Ministères, organismes et entreprises) ainsi qu'aux ménages pour la mise à disposition des données statistiques ayant permis l'élaboration de ces comptes économiques. Il les exhorte à poursuivre et à renforcer cette collaboration en vue d'améliorer la qualité des données et de réduire les délais de diffusion.
6. En dépit du fait que ces comptes soient établis sur la base des sources de données jugées fiables et qu'ils aient bénéficié de minutieux contrôles par les services de l'Institut National de la Statistique, ce document pourrait comme toute œuvre humaine, contenir quelques imperfections. À cet effet, nous accueillons volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires qui permettraient d'améliorer la qualité des prochaines éditions.
7. Nonobstant ces imperfections, nous rappelons que l'utilisation des données contenues dans ce document est permise avec la seule obligation de citer la source suivante : *République de Guinée, Institut National de la Statistique, série des comptes nationaux 2010-2016*.
8. Enfin, l'INS saisit cette occasion pour adresser au nom de Madame la Ministre du Plan et de la Coopération Internationale, ses remerciements au Fonds Monétaire International à travers son Centre sous régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest), AFRISTAT, CEA, PAS et la BAD pour l'appui qu'il ne cesse d'apporter à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Statistique (S.N.D.S) en général et à l'élaboration des Comptes nationaux en particulier.

**Le Directeur Général**



# SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	i
SOMMAIRE .....	ii
ABRÉVIATIONS .....	iii
Liste des Graphiques .....	iv
Liste des tableaux .....	v
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I. Évolution de l'activité Économique .....	2
I. 1. Environnement international.....	2
I. 2. Contexte sociale .....	2
I. 3. Évolution globale de l'activité économique .....	2
I. 4. Évolution sectorielle de l'activité économique.....	4
Chapitre II. Emplois du Produit Interieur Brut .....	9
II. 1. Consommation finale.....	10
II. 2. Investissement .....	10
II. 3. Échanges extérieurs de biens et services .....	11
Chapitre III. Révenus et dépenses .....	14
III. 1. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires.....	14
III. 2. Formation du revenu national disponible.....	14
III. 3. Répartition de l'épargne .....	17
III. 4. Financement de l'économie .....	18
Conclusion.....	19
Annexes : Principaux résultats .....	20

## ABRÉVIATIONS

<b>AFRISTAT</b>	: Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
<b>APU</b>	: Administration Publique
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>BCRG</b>	: Banque Centrale de la République de Guinée
<b>CCF</b>	: Consommation de Capital Fixe
<b>CEA</b>	: Commission de l'Union Africaine
<b>CF</b>	: Consommation Finale
<b>CI</b>	: Consommation Intermédiaire
<b>DSF</b>	: Déclaration Statistique et Fiscale
<b>ENSI</b>	: Enquête Nationale sur le Secteur Informel
<b>ERE</b>	: Équilibre Ressources Emplois
<b>FBCF</b>	: Formation Brute de Capital Fixe
<b>GNF</b>	: Francs Guinéens
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé de Prix à la Consommation
<b>ISBLSM</b>	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
<b>LGV</b>	: La Guinéenne de Vie
<b>MCS</b>	: Matrice de Comptabilité Sociale
<b>MGE</b>	: Maison Guinéenne de l'Entreprenariat
<b>MECRAPAG</b>	: Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Pêcheurs Artisans de Guinée
<b>MUTRAGUI</b>	: Mutuelle des Travailleurs de Guinée
<b>NAEMA</b>	: Nomenclature d'Activités des États membres d'AFRISTAT
<b>NSIA</b>	: Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance
<b>NCA</b>	: Non Classé Ailleurs
<b>NAFAYA</b>	: Épargne et Crédit Yété Mali-NAFA
<b>ODAC</b>	: Organismes Divers d'Administration Centrale
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PAS</b>	: Programme Panafricain de Statistique
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>RGA/C</b>	: Recensement Général de L'agriculture et du Cheptel
<b>RNB</b>	: Revenu National Brut
<b>SCN</b>	: Système de Comptabilité Nationale
<b>SIFIM</b>	: Service D'intermédiation Financière Indirectement Mesuré
<b>SF</b>	: Société Financière
<b>SNF</b>	: Société Non Financière
<b>SONAG</b>	: Société Nouvelle d'Assurance de Guinée
<b>SBG</b>	: Skye Banque Guinée
<b>RAFOC</b>	: Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires
<b>TCEI</b>	: Tableau des Comptes Économiques Intégrés
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l'État
<b>TRE</b>	: Tableau des Ressources et des Emplois
<b>UBA</b>	: United Bank of Africa
<b>UGAR</b>	: Union Guinéenne d'Assurance et de Réassurance
<b>UEMOA</b>	: Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
<b>VAB</b>	: Valeur Ajoutée Brute

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2010 à 2016 (en pourcentage) .....	3
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités 2011-2016 (en %).....	4
<i>Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité 2011-2016 (%).....</i>	<i>5</i>
Graphique 4 : Répartition moyenne de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2011-2015(%).....	6
<i>Graphique 5 : Répartition moyenne de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2010-2016 (en %)......</i>	<i>6</i>
Graphique 6 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur tertiaire par branche d'activité sur la période 2011-2015 (en %).....	7
Graphique 7 : Évolution moyenne de la valeur ajoutée du secteur informel par secteur d'activité .....	8
Graphique 8 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB .....	10
Graphique 9 : Évolution des taux d'ouverture et de couverture de 2011 à 2016 (%) .....	11

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2010 à 2016 (en %) .....	5
Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutées des activités de l'extraction 2011-2016 .....	7
<i>Tableau 3 : Les emplois du PIB de 2010 à 2015 (% du PIB) .....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 4 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB).....</i>	<i>10</i>
Tableau 5: Structure des produits de la FBCF de 2010 à 2014(%) .....	11
Tableau 6 : Structure des exportations de 2011 à 2016 (en % du PIB).....	12
<i>Tableau 7 : Structure des importations de 2011 à 2016 (en % du PIB) .....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 8 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité 2011-2015 .....</i>	<i>14</i>
Tableau 9 : Poids (%) des secteurs dans le PIB.....	15
Tableau 10 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG) .....	15
Tableau 11 : Transferts courants nets (milliards de FG) .....	16
Tableau 12 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents 2011-2015 .....	16
<i>Tableau 13 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2011 et 2015 .....</i>	<i>17</i>
Tableau 14 : Transferts sociaux en nature versés entre 2011 et 2015 (milliards de GNF).....	17
Tableau 15 : FBCF et Capacités/Besoins de financement (milliards de FG).....	18
Tableau 16 : PIB courant optique production (en milliards de GNF) .....	20
Tableau 17 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF).....	20
Tableau 18 : Taux de croissance du PIB réel (en %) .....	20
Tableau 19 : Variation du déflateur du PIB (en %).....	20
Tableau 20 : Variation du PIB courant optique production (en milliards de GNF) .....	21
Tableau 21 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activités (base 100 = 2010) (en milliards) .....	21
<i>Tableau 22 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage).....</i>	<i>22</i>
Tableau 23 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage) .....	23
Tableau 24 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en % du PIB nominal) .....	24
Tableau 25 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en %) .....	25
Tableau 26: Répartition des VA par sous-branche au prix courants (milliards de GNF).....	26
<i>Tableau 27: Répartition des VA par sous-branche au prix constants (milliards de GNF).....</i>	<i>27</i>
Tableau 28 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%).....	28
Tableau 29 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous-branche (en %).....	30
Tableau 30 : Taux de valeurs ajoutées aux prix constants de 2010.....	31
Tableau 31 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de GNF).....	31
Tableau 32 : Évolution des emplois du PIB à prix courants .....	34
Tableau 33 : Évolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010) .....	34
<i>Tableau 34 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois .....</i>	<i>35</i>
Tableau 35 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%) .....	35
Tableau 36 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB) .....	36
Tableau 37 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%) .....	36
Tableau 38 : Dépenses de consommation finale par produit au prix courant (Mds de GNF) .....	37
Tableau 39 : Évolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu .....	37
Tableau 40 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels.....	38
Tableau 41 : Revenu, dépense et épargne des Administrations Publiques.....	39
<i>Tableau 42 : Revenu, dépense et épargne des sociétés non financières, .....</i>	<i>39</i>
Tableau 43: Revenu dépense et épargne des sociétés financières .....	40
<i>Tableau 44 : Revenu, dépense et épargne des ménages.....</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 45 : Transactions Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement .....</i>	<i>41</i>

<i>Tableau 46: Compte du reste du monde</i> .....	41
Tableau 47 : compte des société non financière .....	42
Tableau 48: Compte des sociétés financières .....	43
Tableau 49 : <i>Compte des administrations publiques</i> .....	44
Tableau 50 : Compte des ménages et des entreprises individuelles .....	46
Tableau 51: <i>Compte des ISBLSM</i> .....	47
<i>Tableau 52: Consommation finale par secteur institutionnel</i> .....	48



# INTRODUCTION

9. L'Institut National de la Statistique (INS) de Guinée a entrepris depuis 2003 l'élaboration des comptes nationaux selon le système de comptabilité nationale guinéen (SCNG) harmonisé au *Système de comptabilité nationale de 1993 des Nations Unies (SCN93)*.

10. Après la finalisation et la publication de la série des comptes nationaux de 2006 à 2011 en mars 2015 et la publication des comptes nationaux de 2012 2013 en février 2016, l'INS s'est engagé à diffuser les comptes nationaux annuels dans les délais recommandés par le Système général de diffusion des données améliorées du FMI (SGDD -a), par la publication des comptes définitifs 2014 et provisoires 2015 en septembre 2016 et la réalisation des comptes nationaux définitifs de 2015 et provisoires de 2016 en 2017

11. Les comptes 2015 et 2016 sont chaînés suivant les recommandations du SCN 93 pour élaborer des tableaux des ressources et des emplois (TRE) aux prix de 2010.

12. Le présent document s'articule autour de trois chapitres :

- ✓ Le premier chapitre analyse l'évolution de l'activité économique du point de vue de la production. Une attention particulière est portée sur la contribution de chaque secteur (primaire, secondaire, tertiaire) et celle du secteur informel à la création de la richesse nationale ;
- ✓ Le deuxième chapitre examine l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et les exportations nettes ;
- ✓ Le troisième chapitre analyse l'évolution de quelques agrégats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui synthétise la répartition de revenus entre les secteurs institutionnels.

# CHAPITRE I. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

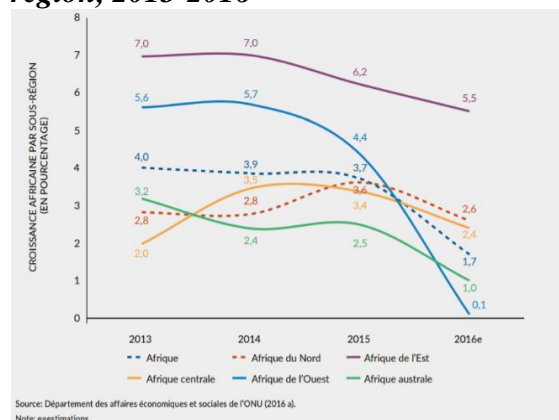
## I. 1. Environnement international

13. La croissance économique mondiale est passée de 2,5 % en 2015 à 2,3 % en 2016, un fléchissement reflétant la croissance modérée de la formation brute de capital fixe (investissement) et des dépenses de consommation finale des ménages. La croissance s'est ralentie aux États-Unis (passant de 2,4 % en 2015 à 2,2 % en 2016). Elle est restée stable dans la zone Euro (1,7 %) et a continué sa décélération en Chine (passant de 6,9 % à 6,4 %).

14. L'Afrique a enregistré son taux de croissance le plus bas de la décennie, 1,7 % en 2016 contre 3,7 % en 2015 ; il est inférieur au taux de croissance mondial (2,3 %) et à celui de la plupart des autres régions en développement

15. La croissance en Afrique de l'Ouest a chuté, passant de 4,4 % en 2015 à 0,1 % en 2016, soit la plus faible croissance du continent, place occupée jusque-là par l'Afrique australe. Ce déclin a été principalement causé par la contraction économique au Nigéria, due à la chute des cours du pétrole, à la baisse de la production pétrolière, aux pénuries d'énergie et aux hausses de prix, à la rareté des devises et au recul de la demande des consommateurs. En revanche, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont obtenu de meilleurs résultats, affichant une croissance de 6,3 % et 8 %, respectivement.

**Figure 1 : Croissance africaine par sous-région, 2013-2016**



## I. 2. Contexte sociale

16. En dépit de ses énormes potentialités naturelles, la guinée reste l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un indice de développement humain de 0,411 en 2015 correspondant au 183e rang mondial sur 188.

17. Après la crise de la maladie à virus Ébola, le niveau de bien être mesuré en fonction de la possession d'actifs a reculé dans les régions les plus affectées par la maladie ce qui va de pair avec une baisse marquée du revenu (plus de 30%) et de la consommation alimentaire chez les ménages.

### **I. 3. Évolution globale de l'activité économique**

18. En Guinée, l'économie a évolué en 2016 dans un contexte marqué par une forte progression de l'activité économique. Avec un objectif prévu de 6,7%, le taux de croissance réel se situerait à 10,5% en 2016 après 3,8% en 2015. Cette accélération de la croissance est portée principalement par : la branche des industries extractives, l'élevage, l'activité d'entreposage, la production et distribution d'électricité. La croissance de l'économie guinéenne est supérieure à celle estimée pour l'espace CEDEAO (0,1%).

19. La performance de 2016 s'expliquerait par une bonne tenue de l'offre portée par la branche des activités extractives, au dynamisme observé dans les activités de transports et de communication, aux activités immobilières et services aux entreprises, aux activités de construction et à l'augmentation du volume d'impôts sur les produits dû au commerce extérieur.

20. La branche des industries extractives évolue de 46,1% par rapport à 2015 et contribue pour 4,2 points à la croissance du PIB. Cette embellie est attribuable à l'augmentation de la production de bauxite, (+11 283 tonnes) due à l'entrée en production de la Société Minière de Boké (SMB) en fin d'année 2015 et à la reprise de l'extraction de l'or informelle après les mesures prises par l'État en 2015.

21. La branche Agriculture, Élevage, Chasse et Activités Annexes évolue de 4,4% par rapport à 2015 et contribue de 0,8 point à la croissance du PIB, dû à l'accroissement du cheptel bovin de 5,5%.

22. L'embellie observée dans l'activité de transport et entreposage en 2015 se confirme avec une croissance de 11% par rapport à 2015 et une contribution de 0,6 point à la croissance du PIB, du fait de l'entrée dans l'activité des indépendants notamment Star Oil, BTN, TMI et TNT.

23. Les entreprises de « service logistique pour les industries minières, gazières et pétrolières », principales entreprises de la branche de « l'Immobilier, Services aux Entreprises » voient leur production augmenter de 122% ; ce qui induit une croissance de 13,3% par rapport à 2015 soit une contribution de 0,5 point à la croissance du PIB.

24. L'activité de production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau évolue de 21,7% par rapport à 2015 et contribue pour 0,2 point à la croissance du PIB. En 2016, la situation d'exploitation a connu une nette amélioration avec une augmentation de 44% de l'électricité produite et distribuée entre 2015 et 2016, et ce suite au renforcement des infrastructures de production par l'État (centrale hydroélectrique de Kaleta et adjonction des 100 mgW thermiques) et la mise en service de plusieurs nouvelles centrales thermiques dans le pays (notamment celles de Kaloum, Kouroussa, Kérouané et Boffa).

25. Après la contreperformance observée dans les BTP en 2015 (-3,1%) l'activité évolue de 9,5% en 2016 et contribue pour 0,5 point à la croissance du PIB. Ceci grâce à une accélération des activités de construction dans l'hôtellerie et l'énergie (travaux de construction du barrage de Souapiti et les travaux d'extension du port minier de Katougouma). Cette embellie s'observe notamment par une hausse des importations des matériaux de construction (13%) et une augmentation de la production de celle-ci (30,5%).

26. Du fait de l'augmentation des dépenses de l'État en matière de charges de personnel (recrutement et revalorisation des salaires des agents de l'État), les activités d'administration publique évoluent de 9,3% par rapport à 2015, soit une contribution de 0,9 point à la croissance du PIB.

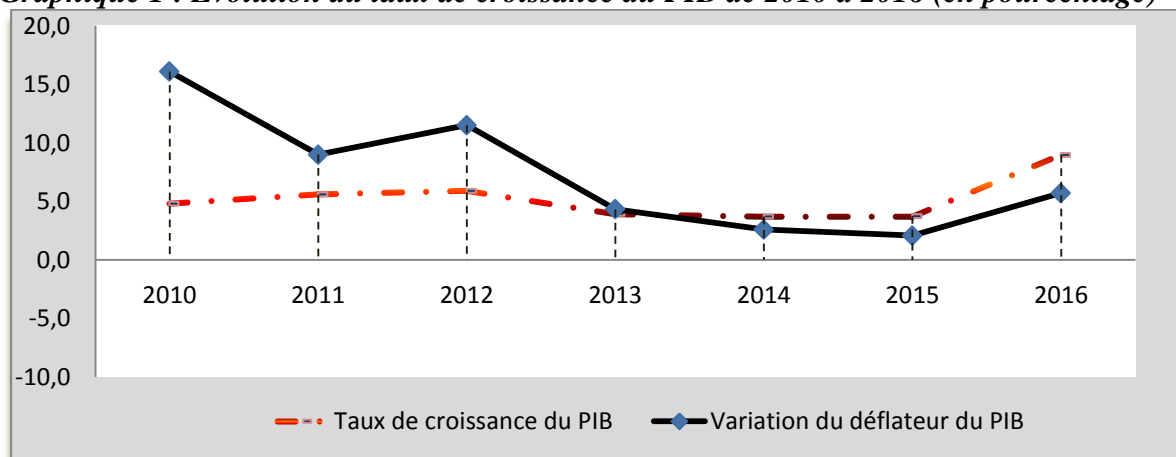
27. Les impôts et taxes nets de subvention augmentent de 20,7% et contribuent pour 1,4 point à la croissance du PIB. Cette évolution est due à l'accroissement de l'assiette d'impôts avec l'augmentation du volume des importations de machines et de matériels de 392%. Ces machines sont essentiellement des équipements miniers et matériels agricoles.

28. Malgré le dynamisme observé sur les autres branches de l'économie, l'augmentation exceptionnelle des commissions sur change observé en 2015 auprès de certaines banques ne s'est pas poursuivie en 2016, ce qui se traduit par une baisse de l'activité bancaire de (-4,6%) par rapport à 2015 soit une contribution de -0,3 point à la croissance du PIB.

29. En 2015, la croissance économique s'est établie en définitive à 3,8% après 3,7% en 2014. Cette révision à la baisse de 0,7 point de croissance par rapport aux comptes provisoires s'explique par la réestimation du compte des Administrations Publiques et une meilleure couverture du formel à partir des déclarations statistiques et fiscales.

30. Sur la période 2011-2016, le taux de croissance moyen du PIB (5,6%) est plus élevé que le taux de croissance démographique (2,9 %).

**Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2010 à 2016 (en pourcentage)**



**Source : INS / Département de la comptabilité nationale**

## I. 4. Évolution sectorielle de l'activité économique

31. Au prix courant, la répartition sectorielle du Produit Intérieur Brut (PIB) varie d'une année à l'autre sans réellement affecter le classement des secteurs d'activités. Le secteur tertiaire avec un poids moyen de 43% du PIB sur la période 2011-2016 reste prépondérant, même si son poids varie d'une année à une autre.

32. En 2015, le poids du secteur tertiaire dans le PIB a été de 45,5%. Une baisse a été constatée dans le secondaire dont le poids est passé de 29,7% en 2014 à 26,3% en 2015. Le secteur tertiaire est principalement dominé par les activités commerciales (18,4%), suivi des activités administratives (7%), des activités immobilières et services aux entreprises (4,7%), et des activités de transport et de télécommunications (4,6%).

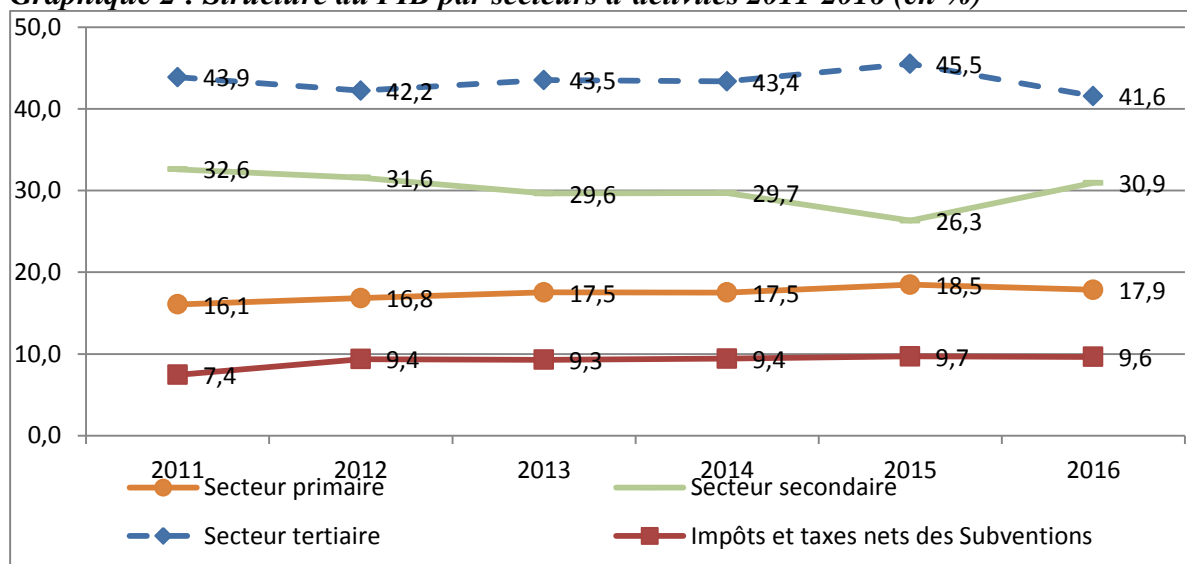
33. La part du secteur secondaire dans le PIB s'est dégradée, passant de 32,6% en 2011 à 26,3% du PIB en 2015. Cette estimation du poids du secondaire à la baisse est imputable à la baisse des activités extractives qui passe de 16% en 2011 à 8,1% en 2015.

34. Le secteur secondaire n'est plus prédominé par les activités minières ; les activités de fabrication des autres produits manufacturiers sont les plus importantes dans ce secteur, suivie des activités minières et des activités de construction respectivement 9% ,8% et 5,5% en 2015.

35. Le secteur primaire affiche un taux de croissance de 6,1% en 2015 contre 4,5% observé en 2014. Soit une amélioration de 1,6 point de pourcentage.

36. Les impôts et taxes nets de subventions sur les produits représentent en moyenne 9,1% du PIB sur la période 2011-2016. Ce taux reste encore inférieur à la moyenne de la CEDEAO qui a un taux spécifique de pression fiscale de 12%.

**Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités 2011-2016 (en %)**

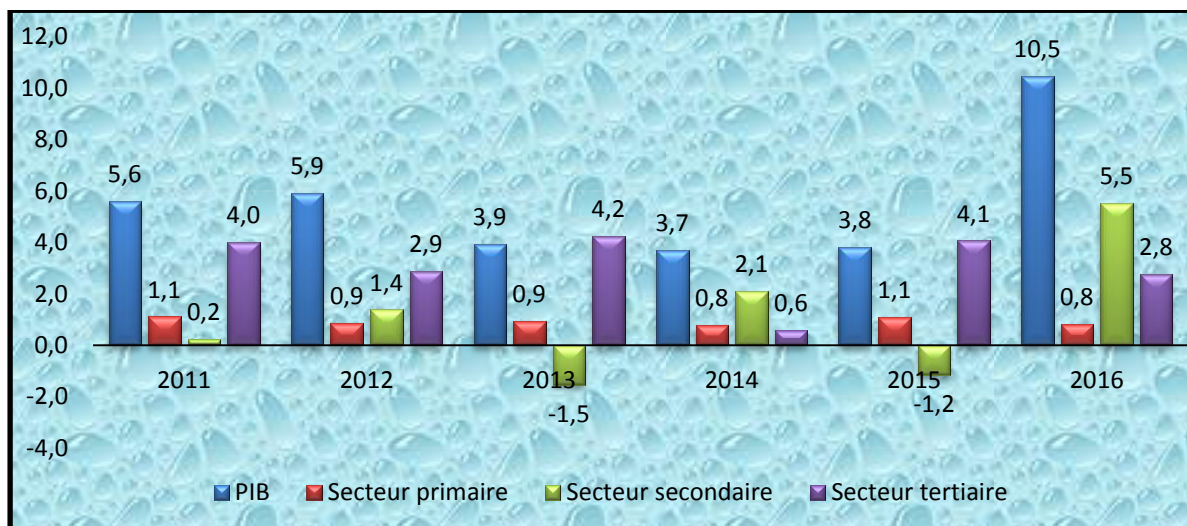


*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

37. Entre 2011 et 2015, le secteur tertiaire est celui qui a le plus contribué à la croissance économique avec en moyenne 3,2 point de croissance. Il est suivi par le secteur primaire qui a environ 1 point de croissance et le secondaire qui a enregistré une contribution de 0,2 point de croissance sur la même période.

38. En 2015, la croissance économique est portée par les activités d'intermédiation financière, qui ont fortement contribué à la croissance (1,6 point) à travers une nette augmentation du service de commission de change de devises de plus de 2000 milliards de GNF. Les activités du secteur primaire ont contribué pour 1 point de croissance. La contribution du secteur tertiaire est passée de 0,6 point de croissance en 2014 à 4,1 points en 2015. Cette hausse est imputable à la performance observée dans les activités d'intermédiation financière dont la contribution est passée de -0,8 point en 2014 à 1,6 point en 2015.

**Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité 2011-2016 (%)**



*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

39. Le taux de valeur ajoutée<sup>1</sup> (VA/Production) s'est stabilisé autour de 53,7% sur la période 2011-2016 malgré quelques légères fluctuations.

**Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2010 à 2016 (en %)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011-2016
VA/Production	55,3	54,8	52,1	53,6	52,4	54,1	<b>53,7</b>
VA/PIB	92,6	90,6	90,7	90,6	90,3	90,4	<b>90,9</b>
VA informel/PIB	46,3	46,5	48,4	47,5	48,2	46,4	<b>47,2</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

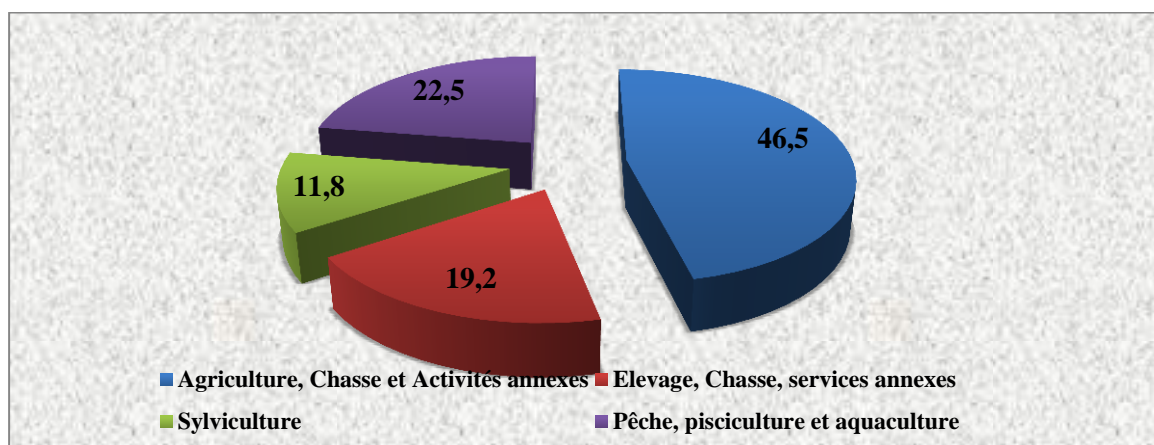
#### I. 4. 1. Secteur primaire

40. Occupant 18,5% de l'activité économique en 2015, le secteur primaire contribue pour 1,1 point à la croissance du pays.

41. En 2015, la valeur ajoutée du secteur primaire croît de 6,1% en volume après les 4,5% observée en 2014. Cette accélération est imputable à la reprise de production agricole après l'épidémie Ébola en 2014.

<sup>1</sup> Taux de valeur ajoutée = 1-CI/Production ou VA/Production

**Graphique 4 :** Répartition moyenne de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2011-2015(%)



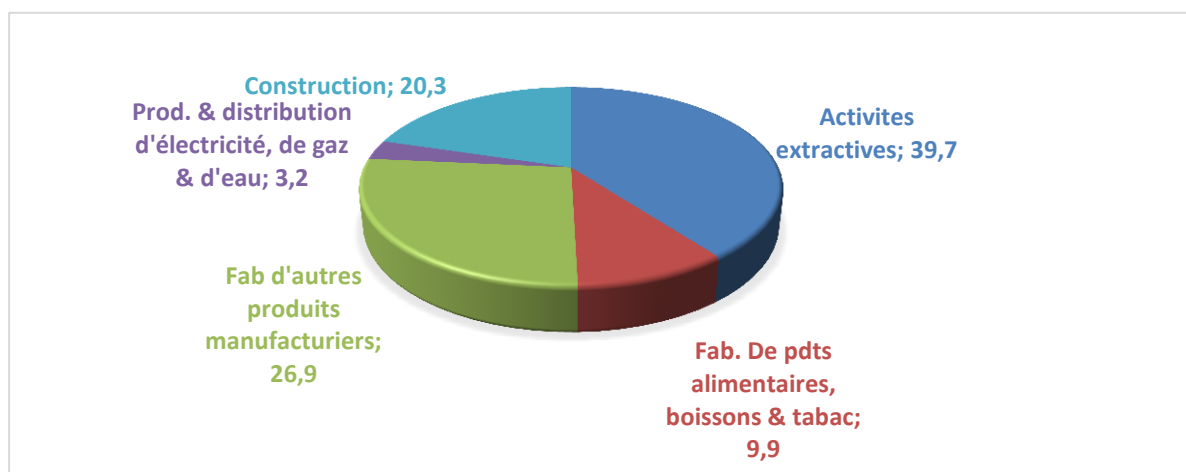
Source : INS / Département de la comptabilité nationale

#### I. 4. 2. Secteur secondaire

42. Le secteur secondaire a enregistré une contribution négative de (-1,2 point) après 2,1 points en 2014. Ce secteur reste dominé par les activités extractives, dont le poids représente en moyenne 44,2% de la valeur ajoutée industrielle entre 2011 et 2015.

43. Leur contribution à la croissance économique est en hausse en 2014 soit 1,2 point de croissance et chute à (-2,1 point) de croissance en 2015. L'État avait interdit l'extraction de l'or par les ménages, cela étant dû aux conflits nés entre les ménages et les sociétés minières. Les ménages disposant désormais des machines leur permettant d'extraire plus d'or (amélioration de la production), l'État les a astreints à obtenir des licences d'exploitation afin de pouvoir continuer l'activité.

**Graphique 5 :** Répartition moyenne de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2010-2016 (en %).



Source : INS / Département de la comptabilité nationale

**Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutées des activités de l'extraction 2011-2016**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Bauxite (Millier de tonne)	17 210	17 520	17 894	18 632	19 668	30 950
Alumine (Millier de tonne)	681	715	0	0	0	0
Diamant (Millier de carat)	1 790	1 924	185	160	176	115,5
Or (Millier d'once)	21 070	22 020	21 969	25 281	18 856	23 300
Production (milliard de FG)	11 922	11 509	12 588	13 397	11 106	19 330
Taux de valeur ajoutée (%)	60	51	59	54	48	55
VA formelle (milliard de FG)	6 324	4 953	6 107,7	5 796	4 720	6 594
VA Informelle (milliard de FG)	830,7	4 719	1 206,6	1 408	486	1 370

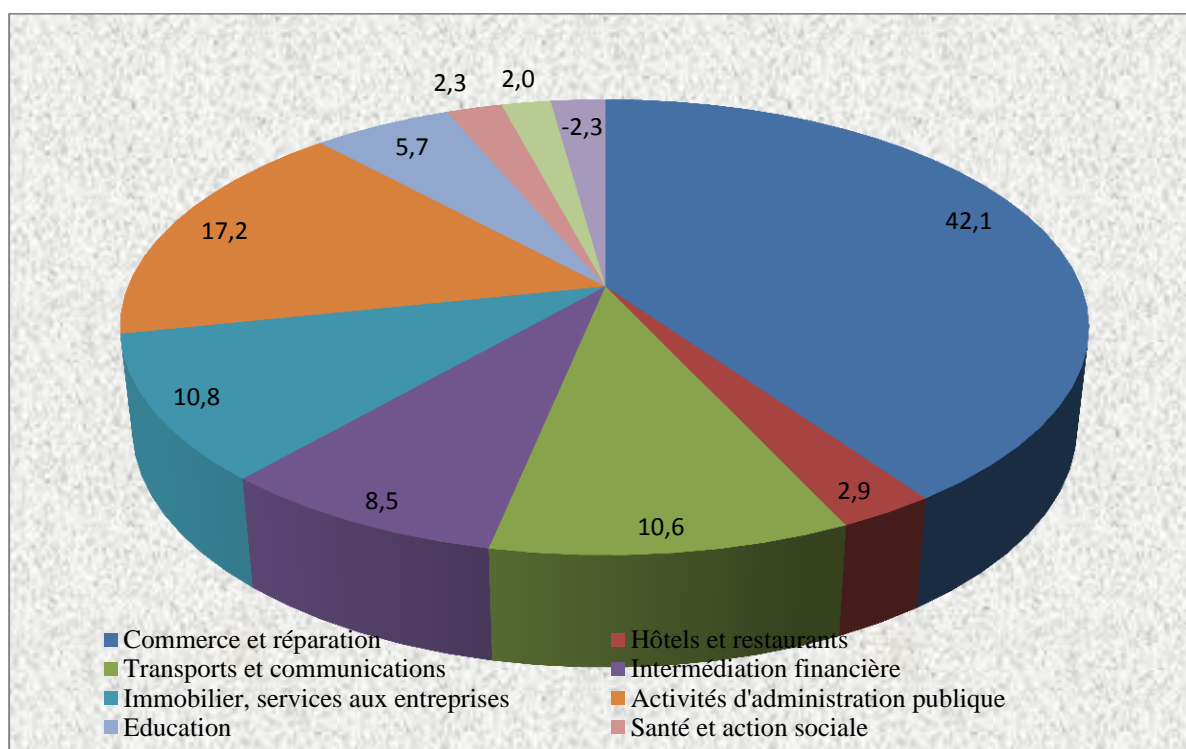
*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

44. Les activités de construction enregistrent une contribution négative à la croissance du PIB depuis l'année 2011 et contribuent pour (-0,2) point à la croissance du PIB en 2015. Cette contreperformance détériore la part du secteur secondaire dans le PIB.

### I. 4. 3. Secteur tertiaire

45. La valeur ajoutée du secteur tertiaire provient essentiellement des activités de la branche commerce et réparations passant de 20,3% en 2014 à 18,9% en 2015 suivi des APU dont la valeur ajoutée est passée de 7,4 en 2014 à 7,3 en 2015. L'analyse de la contribution à la croissance révèle que le secteur tertiaire constitue la principale source de croissance de l'économie guinéenne (3,2 en moyenne sur la période 2011-2015).

**Graphique 6** : Répartition de la valeur ajoutée du secteur tertiaire par branche d'activité sur la période 2011-2015 (en %)



*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*



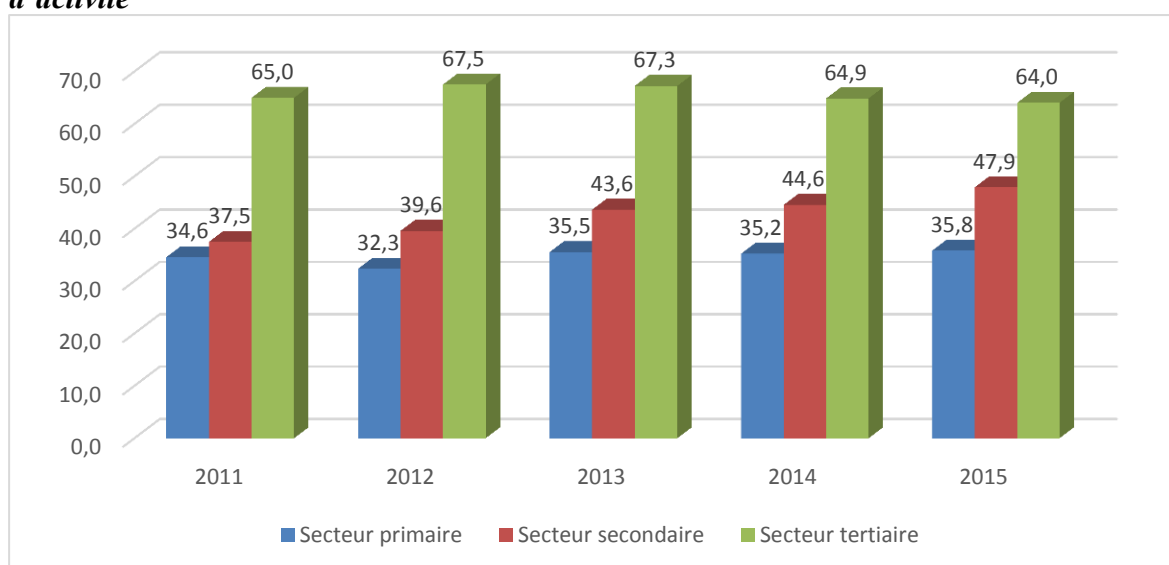
46. En 2015 le secteur tertiaire a contribué de 4,1 points à la croissance. Cette performance est imputable à une amélioration de la production des banques par une rentrée nettement plus élevée des commissions de changes de 2 940 milliards de GNF en 2015 après 2 131 milliards en 2014.

#### I. 4. 4. Secteur informel<sup>2</sup>

47. Avec une part représentant en moyenne plus de la moitié (52,1%) du PIB sur la période 2011-2015, le secteur informel est une composante importante dans la création de la richesse en Guinée.

48. Le secteur informel reste dominant dans le secteur tertiaire où il représente 65,7 % de la valeur ajoutée générée. Le poids de la valeur ajoutée du secteur informel est en moyenne de 34,5% dans le secteur primaire et de 42,6% dans le secondaire.

**Graphique 7 : Évolution moyenne de la valeur ajoutée du secteur informel par secteur d'activité**



*Source : INS/Département de la Comptabilité Nationale*

<sup>2</sup> Le secteur informel comprend les unités de production des ménages non constituées en société, non enregistrées ou ne tenant pas une comptabilité et dont la production est essentiellement destinée à la vente

## CHAPITRE II. EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

49. Selon le SCN 93, le Produit Intérieur Brut est calculé suivant trois optiques : (i) optique production ou ressources, (ii) optique dépenses ou emplois, et (iii) optique revenu. Ce qui permet d'assurer la cohérence de la synthèse des données provenant de diverses sources.

50. Ainsi, l'objectif visé dans le chapitre 2 est de présenter le PIB selon ses composantes en emplois qui constituent l'utilisation faite des biens et services créés dans l'économie nationale au cours de la période sous-revue. Ces emplois sont : la consommation finale, l'investissement (la variation de stocks, la formation brute de capital fixe) et les exportations nettes.

51. Dans le SCN 93, la consommation finale globale est la résultante des consommations finales privée et publique d'une part, mais aussi celle des secteurs institutionnels ménages, administration publique et institutions sans but lucratif au service des ménages d'autre part.

52. Entre 2011 et 2015, les dépenses de consommation finale ont été l'un des principaux soutiens à la croissance économique avec une contribution moyenne de 7,3 points dont 3,6 points pour le privé.

53. Les échanges avec l'extérieur sont structurellement déficitaires, variant de (-20,8%) en 2011 à (-29,4%) du PIB en 2015. Cette situation s'explique par la prépondérance des produits d'importation.

**Tableau 3 : Les emplois du PIB de 2010 à 2015 (% du PIB)**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015a <sup>3</sup>
<b>1. Dépense de consommation finale</b>	<b>96,7</b>	<b>94,4</b>	<b>104,0</b>	<b>100,6</b>	<b>105,3</b>	<b>100,2</b>
dont privée	81,7	79,9	85,1	82,8	85,8	83,1
publique	15,0	14,5	18,9	17,8	19,5	17,1
2. FBCF	23,6	25,1	23,4	22,7	24,0	23,8
3. Variation des stocks	0,5	0,9	0,1	0,1	0,2	0,3
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>24,1</b>	<b>26,0</b>	<b>23,5</b>	<b>22,8</b>	<b>24,2</b>	<b>24,1</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-20,8</b>	<b>-20,4</b>	<b>-27,5</b>	<b>-23,4</b>	<b>-29,4</b>	<b>-24,3</b>
6. Exportations	32,6	33,1	26,5	26,7	21,5	28,1
Exportations des biens	32,7	33,0	25,9	26,1	20,7	27,7
Exportations des services	-0,1	0,1	0,6	0,6	0,8	0,4
7. Importations	53,4	53,5	54,0	50,1	50,9	52,4
Importations des biens	51,0	51,6	52,0	46,8	47,5	49,8
Importations des services	2,3	2,0	1,9	3,3	3,5	2,6
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

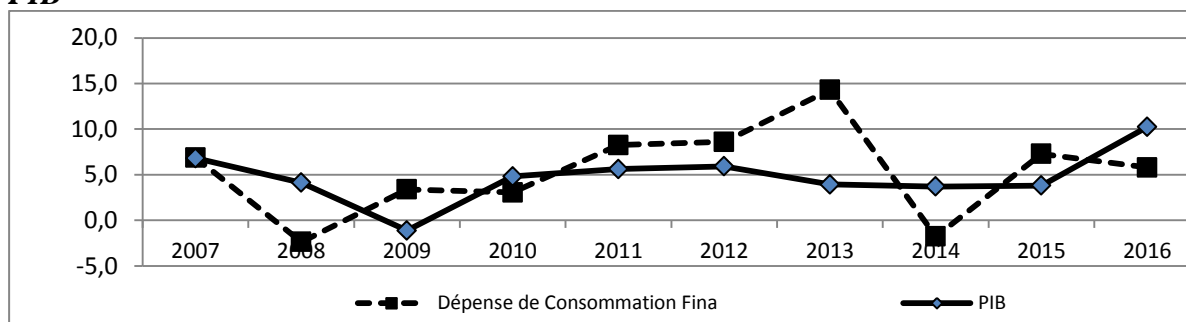
*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

<sup>3</sup> a moyenne sur la période 2011 à 2015

## II. 1. Consommation finale

54. En 2015, la contribution de la consommation finale à la croissance est en hausse. Elle affiche 7,3 point en 2015 par rapport à (-1,8) point en 2014. Cette situation résulte de la hausse des contributions des produits agricoles 2,1 points de croissance, du service de l'intermédiation financière 2,5 points et des services des administrations publiques 2,9% points.

**Graphique 8 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB**



*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

55. Les produits du primaire (agriculture, pêche, élevage, chasse et activités annexes) et les produits manufacturiers (alimentaires, textiles, chimiques...) restent les principales composantes de la consommation finale des ménages. En effet, en 2015, les ménages consacrent en moyenne plus de 60,4% de leurs dépenses de consommation finale à ces postes.

**Tableau 4 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB)**

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015(a)
Agriculture, Élevage, chasse et activités annexes	32,8	32,6	32,3	33,0	33,6	32,8
Activités extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	29,0	29,4	27,5	28,3	26,8	28,2
Fab d'autres produits manufacturiers	18,8	17,7	16,8	18,1	18,1	17,9
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et réparation	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
Hôtels et restaurants	2,8	3,1	2,4	1,5	0,8	2,1
Transports et communications	3,0	2,2	1,9	2,1	2,0	2,2
Intermédiation financière	3,4	4,3	9,5	7,0	8,8	6,6
Immobilier, services aux entreprises	3,7	3,8	3,1	3,1	3,0	3,3
Activités d'administration publique	0,3	1,0	1,0	0,6	1,0	0,8
Éducation	1,5	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3
Activités de services de santé	1,1	1,0	1,1	1,9	1,5	1,3
Activités à caractère collectif ou personnel	1,6	1,5	1,3	1,4	1,5	1,5
Act. Ménages employeurs de personnel domest.	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
TOTAL	100	100	100	100	100	100,0

(a) moyenne sur la période de 2011 à 2015

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

## II. 2. Investissement

56. Le taux d'investissement est de 24,2% en 2015 en deçà de son niveau le plus élevé observé en 2012 (26% du PIB). Par ailleurs, en 2015, les machines et appareils électrique

ont constitué le premier actif fixe mobilisant 44,1% des dépenses en formation brute de capital fixe (FBCF), elles sont suivies par les BTP pour 35,5 %.

**Tableau 5: Structure des produits de la FBCF de 2010 à 2014(%)**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015(b)
Plantations et produits d'élevages	5,9	7,3	10,8	15,1	16,6	11,1
Machines et appareils électriques	46,9	46,0	41,4	42,2	44,1	44,1
BTP	40,5	36,4	38,4	40,2	35,5	38,2
Logiciels et brevets	6,7	10,3	9,5	2,5	3,9	6,6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

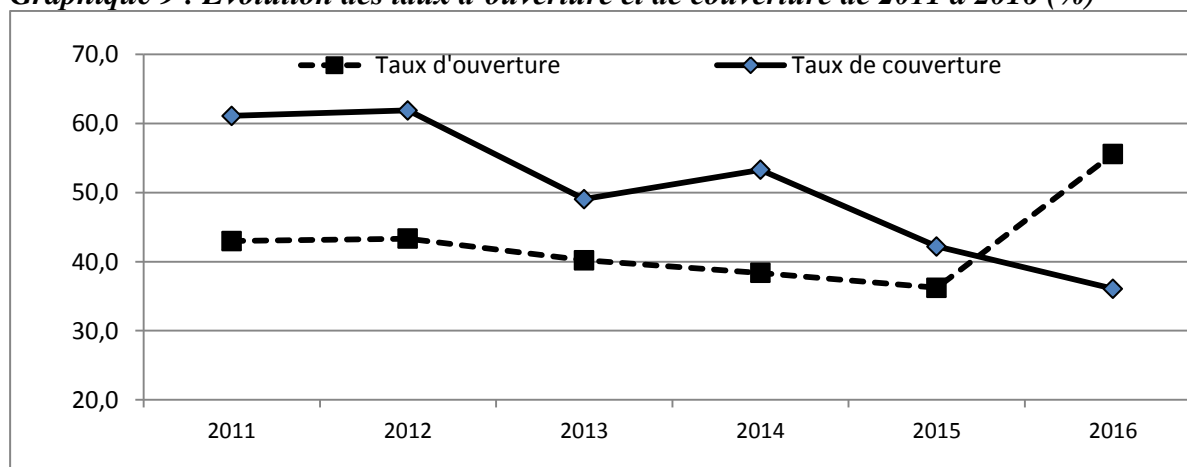
(b)moyenne sur la période de 2011 à 2015

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### II. 3. Échanges extérieurs de biens et services

57. Les échanges extérieurs concernent les importations et exportations de biens et services. Entre 2011 et 2016, les échanges de la Guinée avec le Reste du Monde se sont soldés en moyenne sur un déficit commercial de 28,9% du Produit Intérieur Brut. Le taux de couverture des importations par les exportations reste en deçà de son niveau le plus élevé de 2010 (70,2%) et en 2015 il a été de 42,2%. La dépendance du pays vis à vis de l'extérieur a connu une baisse avec un taux d'ouverture de 36,2% en 2015 après 38,4 % en 2014.

**Graphique 9 : Évolution des taux d'ouverture et de couverture de 2011 à 2016 (%)**



*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

#### II. 3. 1. Exportations de biens et services

58. Les exportations contribuent à 1,4 point à la croissance du PIB en 2015 après 1,6 observé en 2014. Le volume des exportations des produits des industries extractives chute de (-19,4%) en 2015 après une hausse de 11,5% du volume en 2014.

59. Les exportations restent dominées par les produits miniers qui représentent en moyenne 81,5% des exportations annuelles. La part des autres produits manufacturiers est revue à la hausse de 11,8 % en 2015 contre 5,4% en 2014.

60. Le poids des services exportés évolue lentement de 0,8% du PIB en 2015 contre 0,6% en 2014.

**Tableau 6 : Structure des exportations de 2011 à 2016 (en % du PIB)**

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015(a)
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	2,9	12,3	2,2	3,5	4,8	5,0
Activités extractives	81,8	75,2	87,0	88,6	78,7	81,5
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	0,3	0,3	0,2	0,3	1,0	0,3
Fab d'autres produits manufacturiers	15,4	11,9	8,5	5,4	11,8	11,7
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et réparation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports et communications	-0,5	0,2	0,2	0,5	0,4	0,3
Intermédiation financière	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,3
Immobilier, services aux entreprises	0,0	0,0	0,6	0,5	0,7	0,6
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités à caractère collectif ou personnel	0,0	0,0	0,7	0,7	0,8	0,3
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,1	0,1	0,1	0,0	1,2	0,1
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(a) moyenne sur la période de 2011 à 2015

**Source : INS / Département de la comptabilité nationale**

### II. 3. 2. Importations de biens et services

61. Sur la période 2011-2015, les principaux produits importés ont été les produits manufacturiers (en moyenne 82,5% des importations) notamment les produits pétroliers, et les machines et biens équipements.

**Tableau 7 : Structure des importations de 2011 à 2016 (en % du PIB)**

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015(a)
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	0,3	0,5	0,3	1,0	0,9	0,5
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	11,6	10,3	11,4	14,7	10,9	11,6
Fab d'autres produits manufacturiers	83,7	85,5	84,6	77,6	81,3	82,5
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et réparation	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1
Hôtels et restaurants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports et communications	0,0	0,0	0,2	0,9	0,4	0,8
Intermédiation financière	0,0	0,0	0,0	1,1	1,6	0,3
Immobilier, services aux entreprises	4,1	3,5	3,2	4,1	4,1	4,0
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités de services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités à caractère collectif ou personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(a) moyenne sur la période de 2011 à 2015

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

## CHAPITRE III. RÉVENUS ET DÉPENSES

62. La qualité des données primaires disponibles a permis la construction des comptes de revenus et dépenses uniquement pour l'année 2015.

### III. 1. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires

63. La pression fiscale a connu une légère hausse en 2015 (12,8%) par rapport à 2014 (12,3%).

64. Les impôts sur le capital demeurent toujours faibles. Après une forte baisse de 2011 à 2014, les contributions sociales se sont légèrement améliorées en valeur affectant ainsi le taux de prélèvement obligatoire qui est de 12,8%.

**Tableau 8 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité 2011-2015**

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Impôts sur la production et les importations	3 361	4 999	5 375	5 806	6 379
Impôts courants sur les revenus et le capital	1 524	2 214	1 959	1 787	2 045
Impôts sur le capital (Transfert en capital)	6	6	6	6	0
Contributions sociales	212	162	152	8	12
PIB	46 309	51 377	56 654	61 573	65 829
Taux de pression fiscale (%)	10,6	14,1	13,0	12,3	12,8
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,5	0,3	0,3	0,0	0,0
Taux des prélèvements obligatoires (en %)	11,0	14,4	13,2	12,4	12,8
<b>Indicateur hors agriculture</b>					
PIB hors Agriculture	39 049	42 396	46 502	50 783	53 665
Taux de pression fiscale (%)	12,5	17,0	15,8	15,0	15,7
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,5	0,4	0,3	0,0	0,0
Taux des prélèvements obligatoires (en %)	13,1	17,4	16,1	15,0	15,7
<b>Indicateur hors Secteur informel</b>					
PIB Hors informel	25 394	26 584	28 624	32 304	34 103
Taux de pression fiscale (%)	19,3	27,2	25,6	23,5	24,7
Taux des prélèvements sociaux (%)	0,8	0,6	0,5	0,0	0,0
Taux des prélèvements obligatoires(en %)	20,1	27,8	26,2	23,5	24,7

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### III. 2. Formation du revenu national disponible

#### III. 2. 1. Partage de la valeur ajoutée

65. Les ménages et les entrepreneurs individuels (EI) représentent le principal secteur créateur de richesse, leur part dans le PIB dépasse les 60%.

66. Le poids des impôts sur les produits et celui des sociétés financières dans le PIB s'est légèrement amélioré entre 2014 et 2015. Tandis que celui des ISBLSM est resté stable sur la même période. C'est le secteur qui a la plus faible contribution en matière de création de richesse.

**Tableau 9 : Poids (%) des secteurs dans le PIB**

Secteurs	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015
Sociétés non financières	21,4	22,2	19,2	18,0	15,9	19,3
Sociétés financières	1,9	1,5	1,7	1,7	2,1	1,8
Administrations publiques	8,2	7,5	8,8	8,5	9,2	8,4
Ménages	62,7	60,6	62,2	63,6	64,7	62,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	-1,5	-1,6	-1,6	-1,4	-1,7	-1,6
Impôts sur les produits	7,3	9,7	9,5	9,4	9,7	9,1
<b>PIB</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### III. 2. 2. Affectation des revenus primaires

67. En 2015, les rémunérations salariales reçues par les ménages représentent en moyenne 17,2% du PIB ; les ménages non-résidents ont reçus 1,4% des salaires payés par tous les secteurs y compris le reste du monde.

68. Les revenus de la propriété payés par les différents secteurs s'écartent de ceux reçus par les mêmes secteurs. En 2015, le surplus est 814,2 milliards de GNF après un déficit de 1972,3 milliards en 2014. Ce surplus dégagé par les sociétés financières et les ménages vient couvrir le déficit des revenus disponibles des sociétés non financières, les administrations publiques et les ISBLSM au point de dégager un solde positif.

**Tableau 10 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG)**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières	-1 417	-2 475	-3 768	-2 485	-1 268
Sociétés financières	657	699	788	722	1 049
Administrations publiques	-153	-281	-538	-422	-409
Ménages	21	1 245	821	258	1 491
Institutions sans but lucratif au service des ménages	-16	-23	-40	-45	-49
<b>Ensemble</b>	<b>-907,5</b>	<b>-835,1</b>	<b>-2736,5</b>	<b>-1972,3</b>	<b>814,2</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### III. 2. 3. Transferts courants entre secteurs

69. Les transferts courants entre les secteurs institutionnels comprennent les Impôts courants sur les revenus et le capital, les contributions sociales, les prestations sociales autres qu'en nature et les autres transferts courants.



70. En 2015 l'économie guinéenne dégage un surplus de 1101,8 milliards de francs guinéens et ce après un surplus de 1165,8 milliards de francs guinéens observé en 2014. Ce surplus est imputable à un transfert courant net élevé chez les ménages en 2015 (2604 milliards, après 1637 milliards en 2014).

**Tableau 11 : Transferts courants nets (milliards de FG)**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières	-1 489	-2 147	-1 852	-2 394	-2 500
Sociétés financières	-354	-133	-317	-83	-235
Administrations publiques	1 871	1 849	1 367	1 764	964
Ménages	483	579	974	1 631	2 603
Institutions sans but lucratif au service des ménages	91	129	222	248	270
<b>Ensemble</b>	<b>601,4</b>	<b>276,9</b>	<b>393,3</b>	<b>1165,8</b>	<b>1101,8</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

71. Tous les secteurs de l'économie enregistrent des hausses progressives de leurs revenus disponibles en 2014 et 2015. La part des revenus disponibles des ménages s'est accrue au cours des deux années. En 2015, les ménages détiennent 77% des revenus disponibles de la Guinée.

**Tableau 12 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents 2011-2015**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
Sociétés financières	253	216	123	397	567
Administrations publiques	7 141	8 730	9 098	9 951	10 118
Ménages	33 537	37 533	42 590	46 943	53 091
Institutions sans but lucratif au service des ménages	92	127	219	244	266
<b>Ensemble</b>	<b>45 957</b>	<b>50 802</b>	<b>54 235</b>	<b>60 750</b>	<b>67 787</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### III. 3. Répartition de l'épargne

72. Dans le processus d'utilisation du revenu disponible brut des secteurs institutionnels, la part qui n'est pas consommée constitue l'épargne brute.

73. Si entre 2011 et 2012 les surplus d'épargnes dégagés par les sociétés financières, les sociétés non financières et les administrations publiques ont permis de combler les manques des ménages et des ISBLSM pour dégager un surplus sur la période. Cependant, en 2015 leurs surplus restent en deçà du manque des ménages, administrations publiques et entrepreneurs individuels.

**Tableau 13 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2011 et 2015**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
Sociétés financières	253	216	123	397	567
Administrations publiques	230	2 805	1 861	-1 004	-2 720
Ménages	-4 552	-3 662	-4 991	-3 660	-2 997
Institutions sans but lucratif au service des ménages	-50	-86	-140	-126	-116
<b>Ensemble</b>	<b>815</b>	<b>3 468</b>	<b>-942</b>	<b>-1 180</b>	<b>-1 521</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

74. La dépense de consommation finale des ménages, complétée par les transferts sociaux en nature en provenance des autres secteurs de l'économie forme leur consommation finale effective. Ces transferts ont augmenté de 618,6 milliards de GNF entre 2014 et 2015.

**Tableau 14 : Transferts sociaux en nature versés entre 2011 et 2015 (milliards de GNF)**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Sociétés non financières					
Sociétés financières					
Administrations publiques	1187,5	1143,6	977,9	897,0	1504,0
Ménages					
Institutions sans but lucratif au service des ménages	141,7	212,9	359,2	370,5	382,1
<b>Ensemble</b>	<b>1329,2</b>	<b>1356,5</b>	<b>1337,1</b>	<b>1267,5</b>	<b>1886,1</b>

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

### III. 4. Financement de l'économie

75. En 2015, le reste du monde finance les investissements de la Guinée à hauteur de 121% après 105% observés en 2014. A l'exception des sociétés financière, tous les autres secteurs institutionnels y compris les ménages en tirent profits.

76. Le secteur des ménages qui devrait être l'un des secteurs ayant une capacité de financement ressort avec un besoin de financement depuis 2011.

**Tableau 15 : FBCF et Capacités/Besoins de financement (milliards de FG)**

Rubrique	2 011	2 012	2 013	2 014	2015
<b>Formation brute de capital fixe</b>	<b>10 548</b>	<b>14 377</b>	<b>12 912</b>	<b>13 984</b>	<b>15 779</b>
dont SNF	11 024	8 009	6 001	4 915	5 952
SF	128	187	216	235	214
APU	-3 824	2 899	3 891	6 062	6 584
Ménages	3 184	3 216	2 690	2 646	2 892
ISBLSM	37	65	113	126	137
<b>Capacité(+)/besoin de financement(-)</b>	<b>-9 398</b>	<b>-9 878</b>	<b>-12 199</b>	<b>-14 659</b>	<b>-19 162</b>
dont SNF	-5 693	-2 660	-2 165	-1 166	-3 978
SF	122	-25	-73	190	321
APU	4 041	-99	-2 029	-7 124	-9 351
Ménages	-7 806	-6 986	-7 755	-6 392	-5 994
ISBLSM	-62	-108	-178	-168	-161

*Source : INS / Département de la comptabilité nationale*

## CONCLUSION

77. Le présent document qui vient diffuser les comptes nationaux définitifs de 2015 et provisoires 2016 élaborés suivant le SCN93 montre les efforts fournis par l'Institut National de la Statistique pour combler ses retards en matière de statistiques des comptes nationaux. Ceci témoigne des efforts déployés à tous les niveaux (Gouvernement, partenaires au développement) en vue d'accentuer le soutien, pour rattraper définitivement le retard dans l'élaboration des comptes nationaux définitifs.

78. Les résultats obtenus pour 2015 et 2016 montrent que la croissance économique après un taux de 3,8% en 2015 s'est accélérée en 2016 avec un taux de 10,5%.

## ANNEXES : PRINCIPAUX RÉSULTATS

**Tableau 16 : PIB courant optique production (en milliards de GNF)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	75 659	88 182	100 765	104 080	113 399	130 239
2. Consommation intermédiaire	33 844	39 823	48 275	48 312	53 949	59 841
3. Valeur Ajoutée (1-2)	41 815	48 359	52 490	55 768	59 450	70 397
4. Impôts sur les produits	3 361	4 999	5 375	5 806	6 379	7 502
<b>PIB (3+4)</b>	<b>45 176</b>	<b>53 358</b>	<b>57 865</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>	<b>77 899</b>

**Tableau 17 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	67 874	73 731	78 539	78 400	83 421	89 543
2. Consommation intermédiaire	29 196	32 922	36 130	34 405	37 535	39 191
3. Valeur Ajoutée (1-2)	38 679	40 809	42 409	43 995	45 886	50 353
4. Impôts sur les produits	2 767	3 089	3 216	3 322	3 236	3 905
<b>PIB</b>	<b>41 446</b>	<b>43 898</b>	<b>45 625</b>	<b>47 317</b>	<b>49 122</b>	<b>54 257</b>

**Tableau 18 : Taux de croissance du PIB réel (en %)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	6,5	8,6	6,5	-0,2	6,4	7,3
2. Consommation intermédiaire	7,6	12,8	9,7	-4,8	9,1	4,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	5,7	5,5	3,9	3,7	4,3	9,7
4. Impôts sur les produits	3,7	11,6	4,1	3,3	-2,6	20,7
<b>Taux de croissance du PIB</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 19 : Variation du déflateur du PIB (en %)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	11,5	7,3	7,3	3,5	2,4	7,0
2. Consommation intermédiaire	15,9	4,3	10,5	5,1	2,4	6,2
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8,1	9,6	4,4	2,4	2,2	7,9
4. Impôts sur les produits	21,4	33,2	3,3	4,6	12,8	-2,6
<b>Variation du déflateur du PIB</b>	<b>9,0</b>	<b>11,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>

**Tableau 20 : Variation du PIB courant optique production (en milliards de GNF)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>7 260</b>	<b>8 981</b>	<b>10 153</b>	<b>10 790</b>	<b>12 164</b>	<b>13 887</b>
Agriculture, Elevage, Chasse et Activités Annexes	7 260	8 981	10 153	10 790	12 164	13 887
<b>Secteur secondaire</b>	<b>14 734</b>	<b>16 849</b>	<b>17 151</b>	<b>18 284</b>	<b>17 329</b>	<b>24 186</b>
Activités extractives	7 064	7 762	7 314	7 657	5 354	10 584
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	1 432	1 591	1 813	1 698	2 043	2 512
Fab d'autres produits manufacturiers	3 298	4 028	4 437	5 126	5 935	6 429
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	301	350	406	402	421	514
Construction	2 639	3 118	3 182	3 401	3 577	4 147
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>19 822</b>	<b>22 529</b>	<b>25 186</b>	<b>26 694</b>	<b>29 956</b>	<b>32 324</b>
Commerce et réparation	8 143	10 214	11 333	11 632	13 206	14 310
Hôtels et restaurants	875	998	1 017	928	857	897
Transports et communications	2 208	2 488	2 743	2 765	3 277	3 585
Intermédiation financière	1 284	1 127	1 413	1 633	2 013	2 355
Immobilier, services aux entreprises	2 582	3 294	3 416	2 924	3 190	3 625
Activités d'administration publique	2 619	2 694	3 877	4 556	4 780	5 236
Education	1 727	1 355	867	1 381	1 922	2 001
Santé et action sociale	505	479	612	935	862	924
Autres services	592	680	795	832	992	984
SIFIM	- 712	- 799	- 887	- 891	-1 143	-1 593
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>41 815</b>	<b>48 359</b>	<b>52 490</b>	<b>55 768</b>	<b>59 450</b>	<b>70 397</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	3 361	4 999	5 375	5 806	6 379	7 502
<b>PIB</b>	<b>45 176</b>	<b>53 358</b>	<b>57 865</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>	<b>77 899</b>

**Tableau 21 : Ventilation du PIB réel par secteur d'activités (base 100 = 2010) (en milliards)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>7 299</b>	<b>7 655</b>	<b>8 067</b>	<b>8 429</b>	<b>8 944</b>	<b>9 339</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	7 299	7 655	8 067	8 429	8 944	9 339
<b>Secteur secondaire</b>	<b>12 772</b>	<b>13 346</b>	<b>12 676</b>	<b>13 632</b>	<b>13 086</b>	<b>15 796</b>
Activités extractives	5 665	5 324	4 893	5 433	4 457	6 512
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	1 132	1 391	1 380	1 235	1 392	1 517
Fab d'autres produits manufacturiers	2 989	3 353	3 313	3 789	4 134	4 317
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	403	410	408	413	428	522
Construction	2 582	2 868	2 681	2 761	2 675	2 929
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>18 608</b>	<b>19 808</b>	<b>21 667</b>	<b>21 934</b>	<b>23 856</b>	<b>25 217</b>
Commerce et réparation	7 844	8 749	9 124	9 253	9 805	10 321
Hôtels et restaurants	696	721	652	588	525	539
Transports et communications	1 942	2 093	2 229	2 269	2 576	2 861
Intermédiation financière	919	1 168	2 258	1 902	2 670	2 546
Immobilier, services aux entreprises	2 523	2 698	2 407	1 984	1 982	2 247
Activités d'administration publique	2 650	2 598	3 688	4 445	4 542	4 964

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Education	1 628	1 366	821	863	1 335	1 387
Santé et action sociale	394	439	533	601	515	550
Autres services	458	414	396	438	462	490
SIFIM	- 447	- 438	- 440	- 410	- 557	- 688
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	38 679	40 809	42 409	43 995	45 886	50 353
Impôts et taxes nets des Subventions	2 767	3 089	3 216	3 322	3 236	3 905
<b>PIB</b>	<b>41 446</b>	<b>43 898</b>	<b>45 625</b>	<b>47 317</b>	<b>49 122</b>	<b>54 257</b>

*Tableau 22 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)*

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>6,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>6,1</b>	<b>4,4</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	6,4	4,9	5,4	4,5	6,1	4,4
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,7</b>	<b>4,5</b>	<b>-5,0</b>	<b>7,5</b>	<b>-4,0</b>	<b>20,7</b>
Activités extractives	3,2	-6,0	-8,1	11,0	-18,0	46,1
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	8,4	22,9	-0,8	-10,5	12,7	9,0
Fab d'autres produits manufacturiers	-4,5	12,2	-1,2	14,4	9,1	4,4
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	-1,5	1,6	-0,4	1,3	3,7	21,7
Construction	-0,9	11,1	-6,5	3,0	-3,1	9,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>9,2</b>	<b>6,4</b>	<b>9,4</b>	<b>1,2</b>	<b>8,8</b>	<b>5,7</b>
Commerce et réparation	9,2	11,5	4,3	1,4	6,0	5,3
Hôtels et restaurants	7,3	3,6	-9,6	-9,8	-10,7	2,7
Transports et communications	1,3	7,7	6,5	1,8	13,5	11,0
Intermédiation financière	17,0	27,0	93,3	-15,8	40,4	-4,6
Immobilier, services aux entreprises	5,4	6,9	-10,8	-17,6	-0,1	13,3
Activités d'administration publique	-4,4	-2,0	42,0	20,5	2,2	9,3
Education	83,5	-16,1	-40,0	5,2	54,7	3,9
Santé et action sociale	12,7	11,4	21,4	12,9	-14,4	6,8
Autres services	-4,8	-9,7	-4,3	10,5	5,5	6,0
SIFIM	15,2	-1,8	0,4	-6,9	35,7	23,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	5,7	5,5	3,9	3,7	4,3	9,7
Impôts et taxes nets des Subventions	3,7	11,6	4,1	3,3	-2,6	20,7
<b>PIB</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 23 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)**

<b>Libellé</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>-0,5</b>	<b>18,0</b>	<b>7,3</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>	<b>9,3</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	-0,5	18,0	7,3	1,7	6,2	9,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>15,4</b>	<b>9,4</b>	<b>7,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,3</b>	<b>15,6</b>
Activités extractives	24,7	16,9	2,5	-5,7	-14,8	35,3
Fab. De pdts alimentaires, boissons & tabac	26,5	-9,6	14,9	4,7	6,8	12,9
Fab d'autres produits manufacturiers	10,4	8,9	11,5	1,0	6,1	3,7
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	-25,4	14,6	16,2	-2,1	0,9	0,3
Construction	2,2	6,4	9,2	3,8	8,6	5,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,5</b>	<b>6,8</b>	<b>2,2</b>	<b>4,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,1</b>
Commerce et réparation	3,8	12,4	6,4	1,2	7,1	2,9
Hôtels et restaurants	25,7	10,1	12,6	1,2	3,4	1,9
Transports et communications	13,7	4,6	3,5	-1,0	4,4	-1,5
Intermédiation financière	39,6	-30,9	-35,1	37,3	-12,2	22,7
Immobilier, services aux entreprises	2,3	19,3	16,2	3,8	9,2	0,2
Activités d'administration publique	-1,2	4,9	1,4	-2,5	2,7	0,2
Education	6,1	-6,5	6,6	51,4	-10,0	0,2
Santé et action sociale	28,3	-14,9	5,1	35,4	7,7	0,4
Autres services	29,2	27,2	22,1	-5,3	13,1	-6,5
SIFIM	59,5	14,2	10,5	7,9	-5,5	12,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8,1	9,6	4,4	2,4	2,2	7,9
Impôts et taxes nets des Subventions	21,4	33,2	3,3	4,6	12,8	-2,6
<b>PIB</b>	<b>9,0</b>	<b>11,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>



**Tableau 24 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en % du PIB nominal)**

<b>Libellé</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>16,1</b>	<b>16,8</b>	<b>17,5</b>	<b>17,5</b>	<b>18,5</b>	<b>17,8</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	16,1	16,8	17,5	17,5	18,5	17,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>32,6</b>	<b>31,6</b>	<b>29,6</b>	<b>29,7</b>	<b>26,3</b>	<b>31,0</b>
Activités extractives	15,6	14,5	12,6	12,4	8,1	13,6
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	3,2	3,0	3,1	2,8	3,1	3,2
Fab d'autres produits manufacturiers	7,3	7,5	7,7	8,3	9,0	8,3
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7
Construction	5,8	5,8	5,5	5,5	5,4	5,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>43,9</b>	<b>42,2</b>	<b>43,5</b>	<b>43,4</b>	<b>45,5</b>	<b>41,5</b>
Commerce et réparation	18,0	19,1	19,6	18,9	20,1	18,4
Hôtels et restaurants	1,9	1,9	1,8	1,5	1,3	1,2
Transports et communications	4,9	4,7	4,7	4,5	5,0	4,6
Intermédiation financière	2,8	2,1	2,4	2,7	3,1	3,0
Immobilier, services aux entreprises	5,7	6,2	5,9	4,7	4,8	4,7
<u>Activités d'administration publique</u>	5,8	5,0	6,7	7,4	7,3	6,7
Éducation	3,8	2,5	1,5	2,2	2,9	2,6
Santé et action sociale	1,1	0,9	1,1	1,5	1,3	1,2
Autres services	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,3
SIFIM	-1,6	-1,5	-1,5	-1,4	-1,7	-2,0
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>92,6</b>	<b>90,6</b>	<b>90,7</b>	<b>90,6</b>	<b>90,3</b>	<b>90,4</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	7,4	9,4	9,3	9,4	9,7	9,6
<b>PIB</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**Tableau 25 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en %)**

<b>Libellé</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	1,1	0,9	0,9	0,8	1,1	0,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>-1,5</b>	<b>2,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>5,5</b>
Activités extractives	0,4	-0,8	-1,0	1,2	-2,1	4,2
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	0,2	0,6	0,0	-0,3	0,3	0,3
Fab d'autres produits manufacturiers	-0,4	0,9	-0,1	1,0	0,7	0,4
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Construction	-0,1	0,7	-0,4	0,2	-0,2	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,0</b>	<b>2,9</b>	<b>4,2</b>	<b>0,6</b>	<b>4,1</b>	<b>2,8</b>
Commerce et réparation	1,7	2,2	0,9	0,3	1,2	1,1
Hôtels et restaurants	0,1	0,1	-0,2	-0,1	-0,1	0,0
Transports et communications	0,1	0,4	0,3	0,1	0,6	0,6
Intermédiation financière	0,3	0,6	2,5	-0,8	1,6	-0,3
Immobilier, services aux entreprises	0,3	0,4	-0,7	-0,9	0,0	0,5
<u>Activités d'administration publique</u>	-0,3	-0,1	2,5	1,7	0,2	0,9
Éducation	1,9	-0,6	-1,2	0,1	1,0	0,1
Santé et action sociale	0,1	0,1	0,2	0,2	-0,2	0,1
Autres services	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
SIFIM	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,3	-0,3
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>5,4</b>	<b>5,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>4,0</b>	<b>9,1</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	0,3	0,8	0,3	0,2	-0,2	1,4
<b>PIB</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 26: Répartition des VA par sous-branche au prix courants (milliards de GNF)**

<b>Branches</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	<b>7 260</b>	<b>8 981</b>	<b>10 153</b>	<b>10 790</b>	<b>12 164</b>	<b>13 887</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	3 189	4 381	4 886	5 228	5 709	6 331
Elevage, Chasse, services annexes	1 572	1 706	1 836	1 750	2 050	2 879
Sylviculture	724	877	1 181	1 533	1 839	1 796
Pêche, pisciculture et aquaculture	1 774	2 017	2 248	2 279	2 566	2 881
Activités extractives	<b>7 064</b>	<b>7 762</b>	<b>7 314</b>	<b>7 657</b>	<b>5 354</b>	<b>10 584</b>
Extraction de minerais métalliques	6 722	7 494	6 983	7 313	4 963	10 226
Autres activités extractives	342	268	331	344	391	358
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	<b>1 432</b>	<b>1 591</b>	<b>1 813</b>	<b>1 698</b>	<b>2 043</b>	<b>2 512</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	1 432	1 590	1 812	1 697	2 042	2 512
Fabrication de produits à base de tabac	0	0	0	0	0	0
Fab d'autres produits manufactures	<b>3 298</b>	<b>4 028</b>	<b>4 437</b>	<b>5 126</b>	<b>5 935</b>	<b>6 429</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	764	1 050	1 268	1 347	1 372	1 442
Travail de bois	360	571	580	535	541	577
Fabrication d'article en papier ou en carton	3	5	5	5	3	4
Fabrication de produits chimiques	126	128	131	150	174	238
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	369	479	445	594	652	892
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	1 470	1 580	1 714	2 282	2 989	3 035
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	206	215	294	214	203	241
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	<b>301</b>	<b>350</b>	<b>406</b>	<b>402</b>	<b>421</b>	<b>514</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	301	350	406	402	421	514
Construction	<b>2 639</b>	<b>3 118</b>	<b>3 182</b>	<b>3 401</b>	<b>3 577</b>	<b>4 147</b>
Construction	2 639	3 118	3 182	3 401	3 577	4 147
Commerce et réparation	<b>8 143</b>	<b>10 214</b>	<b>11 333</b>	<b>11 632</b>	<b>13 206</b>	<b>14 310</b>
Commerce et réparation	8 143	10 214	11 333	11 632	13 206	14 310
Hôtels et restaurants	<b>875</b>	<b>998</b>	<b>1 017</b>	<b>928</b>	<b>857</b>	<b>897</b>
Hôtels et restaurants	875	998	1 017	928	857	897
Transports et communications	<b>2 208</b>	<b>2 488</b>	<b>2 743</b>	<b>2 765</b>	<b>3 277</b>	<b>3 585</b>
Transports	1 949	2 134	2 300	2 283	2 735	3 104
Postes et télécommunications	258	354	444	482	542	481
Intermédiation financière	<b>1 284</b>	<b>1 127</b>	<b>1 413</b>	<b>1 633</b>	<b>2 013</b>	<b>2 355</b>
Services financiers	1 284	1 127	1 413	1 633	2 013	2 355
Immobilier, services aux entreprises	<b>2 582</b>	<b>3 294</b>	<b>3 416</b>	<b>2 924</b>	<b>3 190</b>	<b>3 625</b>
Immobilier	1 538	1 828	1 914	1 842	1 987	2 240
Services principalement rendu aux entreprises	1 043	1 466	1 502	1 082	1 203	1 384
Activités d'administration publique	<b>2 619</b>	<b>2 694</b>	<b>3 877</b>	<b>4 556</b>	<b>4 780</b>	<b>5 236</b>
Activités d'administration publique	2 619	2 694	3 877	4 556	4 780	5 236
Education	<b>1 727</b>	<b>1 355</b>	<b>867</b>	<b>1 381</b>	<b>1 922</b>	<b>2 001</b>
Education	1 727	1 355	867	1 381	1 922	2 001
Activités de services de sante	<b>505</b>	<b>479</b>	<b>612</b>	<b>935</b>	<b>862</b>	<b>924</b>
Activités de services de santé	505	479	612	935	862	924
Activités a caractère collectif ou personnel	<b>378</b>	<b>467</b>	<b>550</b>	<b>622</b>	<b>738</b>	<b>771</b>
Activités a caractère collectif ou personnel	378	467	550	622	738	771
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	<b>213</b>	<b>213</b>	<b>245</b>	<b>210</b>	<b>254</b>	<b>213</b>

<b>Branches</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	213	213	245	210	254	213
Branche consommatrice des SIFIM	<b>- 712</b>	<b>- 799</b>	<b>- 887</b>	<b>- 891</b>	<b>-1 143</b>	<b>-1 593</b>
Branche consommatrices des SIFIM	- 712	- 799	- 887	- 891	-1 143	-1 593
Ensemble	41 815	48 359	52 490	55 768	59 450	70 397
Impôts et taxes nets des Subventions	3 361	4 999	5 375	5 806	6 379	7 502
<b>PIB</b>	<b>45 176</b>	<b>53 358</b>	<b>57 865</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>	<b>77 899</b>

**Tableau 27: Répartition des VA par sous-branche au prix constants (milliards de GNF)**

<b>Branches</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>7 299</b>	<b>7 655</b>	<b>8 067</b>	<b>8 429</b>	<b>8 944</b>	<b>9 339</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	3 181	3 413	4 010	4 217	4 405	4 324
Elevage, Chasse, services annexes	1 726	1 646	1 514	1 386	1 527	1 619
Sylviculture	707	746	757	971	1 208	1 393
Pêche, pisciculture et aquaculture	1 685	1 850	1 785	1 855	1 804	2 003
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>5 665</b>	<b>5 324</b>	<b>4 893</b>	<b>5 433</b>	<b>4 457</b>	<b>6 512</b>
Extraction de minerais métalliques	5 388	5 179	4 693	5 217	4 204	6 222
Autres activités extractives	277	145	200	216	252	290
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>1 132</b>	<b>1 391</b>	<b>1 380</b>	<b>1 235</b>	<b>1 392</b>	<b>1 517</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	1 132	1 391	1 380	1 235	1 392	1 517
Fabrication de produits à base de tabac	0	0	0	0	0	0
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>2 989</b>	<b>3 353</b>	<b>3 313</b>	<b>3 789</b>	<b>4 134</b>	<b>4 317</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	681	738	923	1 022	936	985
Travail de bois	297	340	529	434	372	388
Fabrication d'article en papier ou en carton	7	3	4	4	5	2
Fabrication de produits chimiques	204	102	100	103	108	164
Fab. de verre, poterie et matériaux de construction	233	423	412	465	466	597
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	1 373	1 581	1 127	1 580	2 109	2 015
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	194	166	217	182	138	166
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>403</b>	<b>410</b>	<b>408</b>	<b>413</b>	<b>428</b>	<b>522</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	403	410	408	413	428	522
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>2 582</b>	<b>2 868</b>	<b>2 681</b>	<b>2 761</b>	<b>2 675</b>	<b>2 929</b>
Construction	2 582	2 868	2 681	2 761	2 675	2 929
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>7 844</b>	<b>8 749</b>	<b>9 124</b>	<b>9 253</b>	<b>9 805</b>	<b>321</b>
Commerce et réparation	7 844	8 749	9 124	9 253	9 805	321
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>696</b>	<b>721</b>	<b>652</b>	<b>588</b>	<b>525</b>	<b>539</b>
Hôtels et restaurants	696	721	652	588	525	539
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>1 942</b>	<b>2 093</b>	<b>2 229</b>	<b>2 269</b>	<b>2 576</b>	<b>2 861</b>
Transports	1 702	1 844	1 883	1 876	2 177	2 407
Postes et télécommunications	240	249	346	393	400	454
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>919</b>	<b>1 168</b>	<b>2 258</b>	<b>1 902</b>	<b>2 670</b>	<b>2 546</b>
Services financiers	919	1 168	2 258	1 902	2 670	2 546

Branches	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>2 523</b>	<b>2 698</b>	<b>2 407</b>	<b>1 984</b>	<b>1 982</b>	<b>2 247</b>
Immobilier	1 269	1 565	1 393	1 221	1 250	1 369
Services principalement rendu aux entreprises	1 255	1 133	1 014	763	732	877
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>2 650</b>	<b>2 598</b>	<b>3 688</b>	<b>4 445</b>	<b>4 542</b>	<b>4 964</b>
Activités d'administration publique	2 650	2 598	3 688	4 445	4 542	4 964
<b>EDUCATION</b>	<b>1 628</b>	<b>1 366</b>	<b>821</b>	<b>863</b>	<b>1 335</b>	<b>1 387</b>
Education	1 628	1 366	821	863	1 335	1 387
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>394</b>	<b>439</b>	<b>533</b>	<b>601</b>	<b>515</b>	<b>550</b>
Activités de services de santé	394	439	533	601	515	550
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>272</b>	<b>220</b>	<b>221</b>	<b>264</b>	<b>296</b>	<b>301</b>
Activités a caractère collectif ou personnel	272	220	221	264	296	301
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>186</b>	<b>194</b>	<b>175</b>	<b>174</b>	<b>166</b>	<b>188</b>
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	186	194	175	174	166	188
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>- 447</b>	<b>- 438</b>	<b>- 440</b>	<b>- 410</b>	<b>- 557</b>	<b>- 688</b>
Branche consommatrices des SIFIM	- 447	- 438	- 440	- 410	- 557	- 688
	38	40	42	43	45	50
Ensemble	679	809	409	995	886	353
Impôts et taxes nets des Subventions	2 767	3 089	3 216	3 322	3 236	3 905
	<b>41</b>	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>47</b>	<b>49</b>	<b>54</b>
<b>PIB</b>	<b>446</b>	<b>898</b>	<b>625</b>	<b>317</b>	<b>122</b>	<b>257</b>

**Tableau 28 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%)**

Branches	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>6,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>6,1</b>	<b>4,4</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	7,8	7,3	17,5	5,1	4,5	-1,8
Elevage, Chasse, services annexes	7,7	-4,6	-8,0	-8,4	10,1	6,1
Sylviculture	2,3	5,4	1,5	28,3	24,4	15,3
Pêche, pisciculture et aquaculture	4,1	9,8	-3,5	3,9	-2,7	11,0
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>3,2</b>	<b>-6,0</b>	<b>-8,1</b>	<b>11,0</b>	<b>-18,0</b>	<b>46,1</b>
Extraction de minerais métalliques	3,4	-3,9	-9,4	11,2	-19,4	48,0
Autres activités extractives	-2,0	-47,7	38,0	7,7	17,0	14,9
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>8,4</b>	<b>22,9</b>	<b>-0,8</b>	<b>-10,5</b>	<b>12,7</b>	<b>9,0</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	8,4	22,9	-0,8	-10,5	12,7	8,9
Fabrication de produits à base de tabac	1,5	26,5	5,7	5,2	1,3	25,7
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>-4,5</b>	<b>12,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>14,4</b>	<b>9,1</b>	<b>4,4</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	1,1	8,3	25,1	10,8	-8,4	5,2
Travail de bois	1,1	14,6	55,7	-18,0	-14,4	4,5
Fabrication d'article en papier ou en carton	13,0	-59,7	49,4	-10,6	31,8	-67,0
Fabrication de produits chimiques	12,1	-49,9	-1,9	2,2	5,3	51,9
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	-13,0	81,8	-2,7	12,9	0,2	28,2
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	-10,0	15,1	-28,7	40,2	33,5	-4,4
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	7,5	-14,6	30,6	-16,1	-24,0	19,9
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>-1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,3</b>	<b>3,7</b>	<b>21,7</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	-1,5	1,6	-0,4	1,3	3,7	21,7

<b>Branches</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>-0,9</b>	<b>11,1</b>	<b>-6,5</b>	<b>3,0</b>	<b>-3,1</b>	<b>9,5</b>
Construction	-0,9	11,1	-6,5	3,0	-3,1	9,5
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>9,2</b>	<b>11,5</b>	<b>4,3</b>	<b>1,4</b>	<b>6,0</b>	<b>5,3</b>
Commerce et réparation	9,2	11,5	4,3	1,4	6,0	5,3
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>7,3</b>	<b>3,6</b>	<b>-9,6</b>	<b>-9,8</b>	<b>-10,7</b>	<b>2,7</b>
Hôtels et restaurants	7,3	3,6	-9,6	-9,8	-10,7	2,7
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>1,3</b>	<b>7,7</b>	<b>6,5</b>	<b>1,8</b>	<b>13,5</b>	<b>11,0</b>
Transports	0,0	8,4	2,1	-0,4	16,0	10,6
Postes et télécommunications	11,0	3,4	39,1	13,8	1,6	13,6
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>17,0</b>	<b>27,0</b>	<b>93,3</b>	<b>-15,8</b>	<b>40,4</b>	<b>-4,6</b>
Services financiers	17,0	27,0	93,3	-15,8	40,4	-4,6
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>5,4</b>	<b>6,9</b>	<b>-10,8</b>	<b>-17,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>13,3</b>
Immobilier	2,1	23,4	-11,0	-12,3	2,3	9,6
Services principalement rendu aux entreprises	9,0	-9,7	-10,5	-24,7	-4,0	19,8
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>-4,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>42,0</b>	<b>20,5</b>	<b>2,2</b>	<b>9,3</b>
Activités d'administration publique	-4,4	-2,0	42,0	20,5	2,2	9,3
<b>EDUCATION</b>	<b>83,5</b>	<b>-16,1</b>	<b>-40,0</b>	<b>5,2</b>	<b>54,7</b>	<b>3,9</b>
Education	83,5	-16,1	-40,0	5,2	54,7	3,9
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>12,7</b>	<b>11,4</b>	<b>21,4</b>	<b>12,9</b>	<b>-14,4</b>	<b>6,8</b>
Activités de services de santé	12,7	11,4	21,4	12,9	-14,4	6,8
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>-8,6</b>	<b>-19,0</b>	<b>0,4</b>	<b>19,7</b>	<b>11,9</b>	<b>1,9</b>
Activités à caractère collectif ou personnel	-8,6	-19,0	0,4	19,7	11,9	1,9
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>1,1</b>	<b>4,0</b>	<b>-9,5</b>	<b>-0,9</b>	<b>-4,2</b>	<b>13,3</b>
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	1,1	4,0	-9,5	-0,9	-4,2	13,3
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>15,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,4</b>	<b>-6,9</b>	<b>35,7</b>	<b>23,6</b>
Branche consommatrices des SIFIM	15,2	-1,8	0,4	-6,9	35,7	23,6
Ensemble	5,7	5,5	3,9	3,7	4,3	9,7
Impôts et taxes nets des Subventions	3,7	11,6	4,1	3,3	-2,6	20,7
<b>PIB</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 29 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous-branche (en %)**

Branches	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>-0,5</b>	<b>18,0</b>	<b>7,3</b>	<b>1,7</b>	<b>6,2</b>	<b>9,3</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	0,3	29,3	2,8	-0,4	-0,2	8,4
Elevage, Chasse, services annexes	-8,9	4,4	2,3	1,4	3,5	31,6
Sylviculture	2,4	18,4	31,7	26,9	17,2	-4,5
Pêche, pisciculture et aquaculture	5,3	9,8	6,3	-1,2	9,5	6,5
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>24,7</b>	<b>16,9</b>	<b>2,5</b>	<b>-5,7</b>	<b>-14,8</b>	<b>35,3</b>
Extraction de minerais métalliques	24,8	16,2	1,0	-5,2	-17,0	37,8
Autres activités extractives	23,3	48,5	12,3	7,8	8,8	3,4
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>26,5</b>	<b>-9,5</b>	<b>13,5</b>	<b>5,8</b>	<b>5,3</b>	<b>13,7</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	26,5	-9,6	14,9	4,7	6,8	12,9
Fabrication de produits à base de tabac	-2,3	17,7	7,9	16,9	-1,1	-6,9
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>10,4</b>	<b>8,9</b>	<b>11,5</b>	<b>1,0</b>	<b>6,1</b>	<b>3,7</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	12,2	29,2	13,7	-0,5	6,8	2,7
Travail de bois	21,4	52,4	-9,3	-7,0	6,1	4,3
Fabrication d'article en papier ou en carton	-50,8	75,6	-8,8	-3,7	-58,1	88,3
Fabrication de produits chimiques	-38,2	13,8	8,4	10,2	17,8	1,6
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	58,3	2,9	-10,6	-3,5	2,0	4,7
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	7,1	-9,3	25,9	9,1	3,3	5,7
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	6,0	17,5	12,4	-11,3	7,1	1,9
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>-25,4</b>	<b>14,6</b>	<b>16,2</b>	<b>-2,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	-25,4	14,6	16,2	-2,1	0,9	0,3
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>2,2</b>	<b>6,4</b>	<b>9,2</b>	<b>3,8</b>	<b>8,6</b>	<b>5,9</b>
Construction	2,2	6,4	9,2	3,8	8,6	5,9
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>3,8</b>	<b>12,4</b>	<b>6,4</b>	<b>1,2</b>	<b>7,1</b>	<b>2,9</b>
Commerce et réparation	3,8	12,4	6,4	1,2	7,1	2,9
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>25,7</b>	<b>10,1</b>	<b>12,6</b>	<b>1,2</b>	<b>3,4</b>	<b>1,9</b>
Hôtels et restaurants	25,7	10,1	12,6	1,2	3,4	1,9
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>13,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>-1,0</b>	<b>4,4</b>	<b>-1,5</b>
Transports	14,6	1,9	1,4	0,0	1,8	2,1
Postes et télécommunications	7,4	25,2	6,6	0,6	9,9	-16,2
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>39,6</b>	<b>-30,9</b>	<b>-35,1</b>	<b>37,3</b>	<b>-12,2</b>	<b>22,7</b>
Services financiers	39,6	-30,9	-35,1	37,3	-12,2	22,7
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>2,3</b>	<b>19,3</b>	<b>16,2</b>	<b>3,8</b>	<b>9,2</b>	<b>0,2</b>
Immobilier	21,3	14,6	12,0	6,4	6,3	3,7
Services principalement rendu aux entreprises	-16,9	26,9	20,8	0,0	9,8	0,0
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>-1,2</b>	<b>4,9</b>	<b>1,4</b>	<b>-2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>0,2</b>
Activités d'administration publique	-1,2	4,9	1,4	-2,5	2,7	0,2
<b>EDUCATION</b>	<b>6,1</b>	<b>-6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>51,4</b>	<b>-10,0</b>	<b>0,2</b>
Education	6,1	-6,5	6,6	51,4	-10,0	0,2
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>28,3</b>	<b>-14,9</b>	<b>5,1</b>	<b>35,4</b>	<b>7,7</b>	<b>0,4</b>
Activités de services de santé	28,3	-14,9	5,1	35,4	7,7	0,4
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>39,3</b>	<b>53,0</b>	<b>15,0</b>	<b>-4,1</b>	<b>4,6</b>	<b>3,2</b>
Activités à caractère collectif ou personnel	39,3	53,0	15,0	-4,1	4,6	3,2
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>14,5</b>	<b>-3,9</b>	<b>25,7</b>	<b>-12,4</b>	<b>24,7</b>	<b>-25,7</b>

Branches	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	14,5	-3,9	25,7	-12,4	24,7	-25,7
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>59,5</b>	<b>14,2</b>	<b>10,5</b>	<b>7,9</b>	<b>-5,5</b>	<b>12,8</b>
Branche consommatrices des SIFIM	59,5	14,2	10,5	7,9	-5,5	12,8
Ensemble	8,1	9,6	4,4	2,4	2,2	7,9
Impôts et taxes nets des Subventions	21,4	33,2	3,3	4,6	12,8	-2,6
<b>PIB</b>	<b>9,0</b>	<b>11,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>

**Tableau 30 : Taux de valeurs ajoutées aux prix constants de 2010**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>67,3</b>	<b>67,5</b>	<b>67,6</b>	<b>68,1</b>	<b>67,9</b>	<b>68,1</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	67,3	67,5	67,6	68,1	67,9	68,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>46,8</b>	<b>45,9</b>	<b>45,8</b>	<b>47,0</b>	<b>45,3</b>	<b>47,1</b>
Activités extractives	59,2	59,6	59,2	59,6	57,8	58,0
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	21,4	22,0	21,9	22,1	21,9	22,0
Fab d'autres produits manufacturiers	41,9	40,8	43,5	44,0	43,8	44,0
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	43,1	42,0	40,8	40,0	39,1	40,4
Construction	59,1	62,0	59,6	59,4	62,6	68,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>62,5</b>	<b>59,5</b>	<b>55,7</b>	<b>59,2</b>	<b>57,6</b>	<b>59,6</b>
Commerce et réparation	74,1	74,9	75,4	76,0	76,0	76,1
Hôtels et restaurants	47,5	47,5	47,2	47,5	47,2	47,6
Transports et communications	52,3	51,9	51,2	51,6	51,5	51,7
Intermédiation financière	56,7	55,8	53,0	62,6	61,2	70,5
Immobilier, services aux entreprises	71,5	70,9	69,5	71,4	71,3	67,6
<u>Activités d'administration publique</u>	44,8	36,7	34,8	43,0	38,6	43,4
Éducation	91,2	69,5	54,7	55,3	66,4	64,3
Santé et action sociale	70,1	70,5	70,3	67,2	64,7	62,7
Autres services	79,7	77,9	75,1	74,6	73,5	73,8
<b>PIB</b>	<b>61,1</b>	<b>59,5</b>	<b>58,1</b>	<b>60,4</b>	<b>58,9</b>	<b>60,6</b>

**Tableau 31 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de GNF)**

Branches	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	<b>2 509</b>	<b>2 904</b>	<b>3 606</b>	<b>3 803</b>	<b>4 358</b>	<b>4 669</b>
Activités extractives	2 509	2 904	3 606	3 803	4 358	4 669
Fab. de Pdts alimentaires, boissons & tabac						<b>10</b>
	<b>5 524</b>	<b>6 671</b>	<b>7 485</b>	<b>8 146</b>	<b>8 300</b>	<b>040</b>
Fab. d'autres produits manufacturés	763	1 105	1 207	1 444	486	1 370
Prod. & Distribution d'électricité, de gaz & d'eau	1 071	1 167	1 306	1 232	1 472	1 650
Construction	2 420	2 823	3 374	3 801	4 442	4 574
Commerce et réparation	160	191	230	208	207	279
Hôtels et restaurants	1 111	1 385	1 369	1 463	1 693	2 167



Transports et communications	<b>12</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>21</b>
	<b>881</b>	<b>217</b>	<b>939</b>	<b>320</b>	<b>069</b>	<b>401</b>
Intermédiation financière	7 334	8 743	9 981	10 261	11 653	13 283
Immobilier, services aux entreprises	853	973	994	908	844	869
Activités d'administration publique	1 762	1 922	2 058	2 083	2 415	2 658
Éducation	385	370	431	561	632	862
Activités de services de santé	1 157	1 638	1 696	1 338	1 364	1 470
Activités à caractère collectif ou personnel	0	0	0	0	0	0
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	660	742	724	742	735	783
SIFIM	364	378	531	836	724	746
Total valeur ajoutée	367	451	525	592	702	730
Impôts nets des subventions	0	0	0	0	0	0
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>36</b>
	<b>915</b>	<b>793</b>	<b>030</b>	<b>269</b>	<b>726</b>	<b>110</b>

**Tableau 33: Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité et par branche de 2011 – 2015 (en %)**

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011-2015
<b>Secteur primaire</b>	<b>34,6</b>	<b>32,3</b>	<b>35,5</b>	<b>35,2</b>	<b>35,8</b>	<b>33,6</b>	<b>34,7</b>
Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes	34,6	32,3	35,5	35,2	35,8	33,6	34,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>37,5</b>	<b>39,6</b>	<b>43,6</b>	<b>44,6</b>	<b>47,9</b>	<b>41,5</b>	<b>42,6</b>
Activites extractives	10,8	14,2	16,5	18,9	9,1	12,9	13,9
Fab. De pdts alimentaires, boissons & tabac	74,8	73,4	72,1	72,5	72,1	65,7	73,0
Fab d'autres produits manufactures	73,4	70,1	76,0	74,1	74,8	71,1	73,7
Prod. & distribution d'electricite, de gaz & d'eau	53,1	54,7	56,7	51,6	49,2	54,4	53,1
Construction	42,1	44,4	43,0	43,0	47,3	52,3	44,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>65,0</b>	<b>67,5</b>	<b>67,3</b>	<b>64,9</b>	<b>63,7</b>	<b>66,2</b>	<b>65,7</b>
Commerce et reparation	90,1	85,6	88,1	88,2	88,2	92,8	88,0
Hôtels et restaurants	97,5	97,5	97,8	97,8	98,5	96,9	97,8
Transports et communications	79,8	77,3	75,0	75,3	73,7	74,2	76,2
Intermediation financiere	30,0	32,8	30,5	34,4	31,4	36,6	31,8
Immobilier, services aux entreprises	44,8	49,7	49,6	45,8	42,8	40,6	46,5
Activités d'administration publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Education	38,2	54,8	83,4	53,7	38,2	39,1	53,7
Santé et action sociale	72,0	78,8	86,9	89,4	84,1	80,7	82,2
Autres services	62,0	66,3	66,1	71,2	70,8	74,2	67,3
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>VA informelle</b>	<b>50,0</b>	<b>51,3</b>	<b>53,4</b>	<b>52,5</b>	<b>53,4</b>	<b>51,3</b>	<b>52,1</b>

**Tableau 32 : Évolution des emplois du PIB à prix courants**

<i>Libellés</i>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	<b>43 683</b>	<b>50 358</b>	<b>60 174</b>	<b>61 929</b>	<b>69 309</b>	<b>78 137</b>
<i>dont privée</i>	36 915	42 634	49 253	50 974	56 471	65 392
<i>Publique</i>	6 768	7 724	10 921	10 956	12 838	12 745
<b>2. FBCF</b>	<b>10 662</b>	<b>13 402</b>	<b>13 557</b>	<b>13 984</b>	<b>15 779</b>	<b>40 086</b>
<b>3. Variation des stocks</b>	<b>204</b>	<b>482</b>	<b>37</b>	<b>65</b>	<b>128</b>	<b>281</b>
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>10 866</b>	<b>13 885</b>	<b>13 595</b>	<b>14 049</b>	<b>15 907</b>	<b>40 368</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-9 374</b>	<b>-10 885</b>	<b>-15 904</b>	<b>-14 405</b>	<b>-19 386</b>	<b>-40 605</b>
<b>6. Exportations</b>	14 728	17 681	15 317	16 433	14 151	22 920
<i>Exportations des biens</i>	14 783	17 631	14 987	16 069	13 632	22 173
<i>Exportations des services</i>	- 55	51	330	364	520	747
<b>7. Importations</b>	24 102	28 566	31 221	30 838	33 537	63 525
<i>Importations des biens</i>	23 056	27 516	30 103	28 810	31 244	61 286
<i>Importations des services</i>	1 046	1 050	1 118	2 028	2 293	2 239
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>45 176</b>	<b>53 358</b>	<b>57 865</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>	<b>77 899</b>

**Tableau 33 : Évolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010)**

<i>Libellés</i>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	39 553	43 117	49 399	48 591	52 040	54 578
<i>dont privée</i>	32 642	35 208	38 217	37 367	39 038	41 766
<i>Publique</i>	6 911	7 909	11 183	11 224	13 001	12 812
<b>2. FBCF</b>	9 784	10 845	10 922	11 464	12 476	29 820
<b>3. Variation des stocks</b>	530	211	-1 266	-1 281	-1 489	-1 936
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>10 314</b>	<b>11 056</b>	<b>9 656</b>	<b>10 183</b>	<b>10 987</b>	<b>27 884</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-8 421</b>	<b>-10 275</b>	<b>-13 430</b>	<b>-11 457</b>	<b>-13 905</b>	<b>-28 204</b>
<b>6. Exportations</b>	11 794	12 530	11 318	12 065	12 733	15 803
<i>Exportations des biens</i>	11 329	12 513	11 306	12 065	10 527	14 578
<i>Exportations des services</i>	465	17	12	1	2 205	1 226
<b>7. Importations</b>	20 215	22 805	24 749	23 522	26 638	44 008
<i>Importations des biens</i>	18 346	21 373	23 147	21 702	23 127	41 655
<i>Importations des services</i>	1 870	1 432	1 601	1 820	3 510	2 353
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>41 446</b>	<b>43 898</b>	<b>45 625</b>	<b>47 317</b>	<b>49 122</b>	<b>54 257</b>

**Tableau 34 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	8,9	9,0	14,6	-1,6	7,1	4,9
dont privée	4,0	7,9	8,5	-2,2	4,5	7,0
Publique	40,1	14,4	41,4	0,4	15,8	-1,5
2. FBCF	30,3	10,8	0,7	5,0	8,8	139,0
3. Variation des stocks	13,7	-60,3	-700,9	1,2	16,2	30,1
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>29,3</b>	<b>7,2</b>	<b>-12,7</b>	<b>5,5</b>	<b>7,9</b>	<b>153,8</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>66,8</b>	<b>22,0</b>	<b>30,7</b>	<b>-14,7</b>	<b>21,4</b>	<b>102,8</b>
6. Exportations	-0,9	6,2	-9,7	6,6	5,5	24,1
Exportations des biens	-1,5	10,4	-9,6	6,7	-12,7	38,5
Exportations des services	13,9	-96,3	-28,0	-94,1	305 794,5	-44,4
7. Importations	19,2	12,8	8,5	-5,0	13,2	65,2
Importations des biens	18,1	16,5	8,3	-6,2	6,6	80,1
Importations des services	31,3	-23,4	11,8	13,7	92,9	-33,0
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 35 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%)**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	10,4	5,8	4,3	4,6	4,5	7,5
<b>dont privée</b>	13,1	7,1	6,4	5,8	6,0	8,2
<b>Publique</b>	-2,1	-0,3	0,0	0,0	1,2	0,7
<b>2. FBCF</b>	9,0	13,4	0,4	-1,7	3,7	6,3
<b>3. Variation des stocks</b>	-61,6	495,7	-101,3	71,3	69,9	69,1
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>5,4</b>	<b>19,2</b>	<b>12,1</b>	<b>-2,0</b>	<b>4,9</b>	<b>0,0</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>11,3</b>	<b>-4,8</b>	<b>11,8</b>	<b>6,2</b>	<b>10,9</b>	<b>3,3</b>
<b>6. Exportations</b>	24,9	13,0	-4,1	0,6	-18,4	30,5
<b>Exportations des biens</b>	30,5	8,0	-5,9	0,5	-2,8	17,5
<b>Exportations des services</b>	-111,7	-2 626,8	804,3	1 783,3	-100,0	158,8
<b>7. Importations</b>	19,2	5,1	0,7	3,9	-4,0	14,7
<b>Importations des biens</b>	25,7	2,4	1,0	2,1	1,8	8,9
<b>Importations des services</b>	-44,1	31,1	-4,8	59,6	-41,4	45,7
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>9,0</b>	<b>11,5</b>	<b>4,3</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>

**Tableau 36 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB)**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	<b>96,7</b>	<b>94,4</b>	<b>104,0</b>	<b>100,6</b>	<b>105,3</b>	<b>100,3</b>
dont privée	81,7	79,9	85,1	82,8	85,8	83,9
publique	15,0	14,5	18,9	17,8	19,5	16,4
2. FBCF	23,6	25,1	23,4	22,7	24,0	51,5
3. Variation des stocks	0,5	0,9	0,1	0,1	0,2	0,4
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>24,1</b>	<b>26,0</b>	<b>23,5</b>	<b>22,8</b>	<b>24,2</b>	<b>51,8</b>
5. Exportations nettes	<b>-20,8</b>	<b>-20,4</b>	<b>-27,5</b>	<b>-23,4</b>	<b>-29,4</b>	<b>-52,1</b>
6. Exportations	32,6	33,1	26,5	26,7	21,5	29,4
Exportations des biens	32,7	33,0	25,9	26,1	20,7	28,5
Exportations des services	-0,1	0,1	0,6	0,6	0,8	1,0
7. Importations	53,4	53,5	54,0	50,1	50,9	81,5
Importations des biens	51,0	51,6	52,0	46,8	47,5	78,7
Importations des services	2,3	2,0	1,9	3,3	3,5	2,9
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

**Tableau 37 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%)**

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	<b>8,2</b>	<b>8,6</b>	<b>14,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>7,3</b>	<b>5,2</b>
dont privée	3,2	6,2	6,9	-1,9	3,5	5,6
publique	5,0	2,4	7,5	0,1	3,8	-0,4
2. FBCF	5,8	2,6	0,2	1,2	2,1	35,3
3. Variation des stocks	0,2	-0,8	-3,4	0,0	-0,4	-0,9
<b>4. INVESTISSEMENT (2+3)</b>	<b>6,0</b>	<b>1,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>34,4</b>
<b>5. Exportations nettes</b>	<b>-8,6</b>	<b>-4,5</b>	<b>-7,2</b>	<b>4,3</b>	<b>-5,2</b>	<b>-29,1</b>
6. Exportations	-0,3	1,8	-2,8	1,6	1,4	6,3
Exportations des biens	-0,4	2,9	-2,7	1,7	-3,2	8,2
Exportations des services	0,1	-1,1	0,0	0,0	4,7	-2,0
7. Importations	8,3	6,2	4,4	-2,7	6,6	35,4
Importations des biens	7,2	7,3	4,0	-3,2	3,0	37,7
Importations des services	1,1	-1,1	0,4	0,5	3,6	-2,4
<b>PIB (1+4+5)</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>10,5</b>

**Tableau 38 : Dépenses de consommation finale par produit au prix courant (Mds de GNF)**

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes	12 007	13 780	15 774	16 696	18 871	21 727
Activités extractives	0	0	0	0	0	0
Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac	10 619	12 463	13 429	14 297	15 028	19 739
Fab d'autres produits manufacturiers	6 889	7 481	8 227	9 146	10 134	13 013
Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	401	462	527	542	577	679
Construction	0	0	0	0	0	0
Commerce et réparation	99	120	96	132	103	98
Hôtels et restaurants	1 029	1 304	1 161	771	468	356
Transports et communications	1 110	939	912	1 056	1 118	1 049
Intermédiation financière	1 233	1 810	4 663	3 523	4 946	3 500
Immobilier, services aux entreprises	1 345	1 601	1 546	1 557	1 699	1 870
Activités d'administration publique	5 828	7 122	10 690	10 359	11 884	11 582
Education	1 655	1 709	1 336	1 461	2 014	2 086
Activités de services de santé	604	612	801	1 259	1 167	1 268
Activités à caractère collectif ou personnel	617	709	732	858	990	1 055
Act. Ménages employeurs de personnel domestique	213	213	245	210	254	213
SIFIM	0	0	0	0	0	0
Correction territoriale	34	34	34	62	56	- 98
<b>TOTAL</b>	<b>43 683</b>	<b>50 358</b>	<b>60 174</b>	<b>61 929</b>	<b>69 309</b>	<b>78 137</b>

**Tableau 39 : Évolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens et services	14 728	17 681	15 317	16 433	14 151
Importations de biens et services	24 102	28 566	31 221	30 838	33 537
<b>PIB</b>	<b>46 309</b>	<b>51 377</b>	<b>56 654</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>
+Revenu nets des facteurs	-953	-851	-2 813	-1 989	856
=Revenu National brut	<b>45 355</b>	<b>50 526</b>	<b>53 842</b>	<b>59 584</b>	<b>66 686</b>
+Transferts nets	601	277	393	1 166	1 102
=Revenu national Disponible	45 957	50 802	54 235	60 750	67 787
-Dépense de consommation finale	45 142	47 335	55 177	61 929	69 309
<b>=Epargne</b>	<b>815</b>	<b>3 468</b>	<b>-942</b>	<b>-1 180</b>	<b>-1 521</b>
+Transferts nets en capital	1 020	1 541	1 703	569	-1 735
-Investissement	11 233	14 887	12 960	14 049	15 907
<b>=Capacité(+)/Besoin(-) de financement</b>	<b>-9 398</b>	<b>-9 878</b>	<b>-12 199</b>	<b>-14 659</b>	<b>-19 162</b>

**Tableau 40 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>PIB</b>	<b>46 309</b>	<b>51 377</b>	<b>56 654</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>42 948</b>	<b>46 378</b>	<b>51 279</b>	<b>55 768</b>	<b>59 450</b>
dont SNF	9 893	11 389	10 861	11 096	10 467
SF	899	757	978	1 070	1 381
APU	3 807	3 835	4 994	5 244	6 049
Ménages	29 031	31 155	35 262	39 170	42 609
ISBLSM	31	41	71	79	86
SIFIM	-712	-799	-887	-891	-1 143
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>35 077</b>	<b>37 663</b>	<b>41 365</b>	<b>45 173</b>	<b>48 132</b>
dont SNF	7 840	8 818	7 825	8 096	7 513
<b>Revenu mixte</b>	<b>25 352</b>	<b>27 204</b>	<b>31 145</b>	<b>34 680</b>	<b>37 850</b>
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>7 734</b>	<b>8 548</b>	<b>9 734</b>	<b>10 408</b>	<b>11 301</b>
<b>Revenu national</b>	<b>45 355</b>	<b>50 526</b>	<b>53 842</b>	<b>59 584</b>	<b>66 686</b>
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>45 957</b>	<b>50 802</b>	<b>54 235</b>	<b>60 750</b>	<b>67 787</b>
Dont APU	7 141	8 730	9 098	9 951	10 118
Ménages	33 537	37 533	42 590	46 945	53 091
<b>Dépenses de consommation finale</b>	<b>45 142</b>	<b>47 335</b>	<b>55 177</b>	<b>61 929</b>	<b>69 309</b>
Dont APU	6 911	5 926	7 237	10 956	12 838
Ménages	38 089	41 196	47 581	50 603	56 089
<b>Epargne brute</b>	<b>815</b>	<b>3 468</b>	<b>-942</b>	<b>-1 180</b>	<b>-1 521</b>
dont SNF	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
SF	253	216	123	395	567
APU	230	2 805	1 861	-1 004	-2 720
Ménages	-4 552	-3 662	-4 991	-3 659	-2 997
<b>Formation brute de capital fixe</b>	<b>10 548</b>	<b>14 377</b>	<b>12 912</b>	<b>13 984</b>	<b>15 779</b>
dont SNF	11 024	8 009	6 001	4 915	5 952
SF	128	187	216	235	214
APU	-3 824	2 899	3 891	6 062	6 584
Ménages	3 184	3 216	2 690	2 646	2 892
ISBLSM	37	65	113	126	137
<b>Capacité(+)/besoin de financement(-)</b>	<b>-9 398</b>	<b>-9 878</b>	<b>-12 199</b>	<b>-14 659</b>	<b>-19 162</b>
dont SNF	-5 693	-2 660	-2 165	-1 166	-3 978
SF	122	-25	-73	188	321
APU	4 041	-99	-2 029	-7 124	-9 351
Ménages	-7 806	-6 986	-7 755	-6 390	-5 994
ISBLSM	-62	-108	-178	-168	-161

**Tableau 41 : Revenu, dépense et épargne des Administrations Publiques**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>A. Revenu courant des Administrations publiques</b>	<b>9 146</b>	<b>11 056</b>	<b>12 055</b>	<b>13 370</b>	<b>13 267</b>
1. Excédent brut d'exploitation	1 918	1 970	2 706	2 600	2 971
2. Revenu de la propriété	413	181	144	175	134
3. Impôts sur la production et l'importation	3 505	5 192	5 563	6 010	6 591
Impôts ou taxes sur produits (TVA)	3 361	4 999	5 375	5 806	6 379
Autres impôts ou taxes sur la production	144	193	188	204	212
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	1 524	2 214	1 959	1 787	2 045
5. Autres transferts courants	1 574	1 337	1 531	2 791	1 513
6. Cotisations sociales reçues	212	162	152	8	12
<b>B. REVENU DE CAPITAL RECUS</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>0</b>
1. Transferts en capital à recevoir	7	9	18	6	0
<b>C. DEPENSES COURANTES</b>	<b>8 915</b>	<b>8 251</b>	<b>10 194</b>	<b>14 374</b>	<b>15 987</b>
1. revenu de la propriété payé	566	462	682	597	543
2. Prestations sociales versées	164	372	388	409	477
3. Autres transferts courants versés	1 275	1 492	1 887	2 412	2 129
4. Dépenses de consommation finale	6 911	5 926	7 237	10 956	12 838
<b>D. EPARGNE BRUTE</b>	<b>230</b>	<b>2 805</b>	<b>1 861</b>	<b>-1 004</b>	<b>-2 720</b>
<b>E. DEPENSES DE CAPITAL</b>	<b>15 798</b>	<b>16 773</b>	<b>21 136</b>	<b>69 468</b>	<b>53 461</b>
1. FBCF	-3 824	2 899	3 891	6 062	6 584
2. Variation des stocks					
3. Transferts en capital à payer	19 622	13 874	17 245	63 406	46 877
<b>F. BESOIN DE FINANCEMENT DES APU</b>	<b>4 041</b>	<b>-99</b>	<b>-2 029</b>	<b>-7 124</b>	<b>-9 351</b>

**Tableau 42 : Revenu, dépense et épargne des sociétés non financières,**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>9 893</b>	<b>11 389</b>	<b>10 861</b>	<b>11 096</b>	<b>10 467</b>
-Rémunération des salariés versée	1 980	2 457	2 950	2 909	2 864
-(Impôts sur production (Sauf TVA) -subventions)	73	114	86	91	90
<b>=Excédent brut d'exploitation</b>	<b>7 840</b>	<b>8 818</b>	<b>7 825</b>	<b>8 096</b>	<b>7 513</b>
+Revenu de la propriété reçu	20	26	25	44	44
-Revenu de la propriété versé	1 437	2 501	3 793	2 531	1 312
<b>=Revenu PRIMAIRE Brut</b>	<b>6 423</b>	<b>6 343</b>	<b>4 057</b>	<b>5 609</b>	<b>6 245</b>
+cotisations sociales reçus	58	69	90	86	81
+autres transferts courants reçus	24	41	160	77	42
-Impôts courants sur le Revenu et le patrimoine	1 064	1 594	1 350	1 437	1 547
-Autres transferts courants versés	450	594	662	1 034	995
-cotisations ou prestations sociales versés	58	69	90	86	81



Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>=Revenu disponible brut</b>	<b>4 934</b>	<b>4 196</b>	<b>2 205</b>	<b>3 215</b>	<b>3 745</b>
<b>=Epargne brute</b>	<b>4 934</b>	<b>4 196</b>	<b>2 205</b>	<b>3 215</b>	<b>3 745</b>
+transferts en capital nets	1 008	1 503	1 627	543	-1 779
-FBCF	11 024	8 009	6 001	4 915	5 952
-Variation de stocks	612	350	-5	8	-8
-Opérations transitoires					
<b>=Besoin de financement</b>	<b>-5 693</b>	<b>-2 660</b>	<b>-2 165</b>	<b>-1 166</b>	<b>-3 978</b>

*Tableau 43: Revenu dépense et épargne des sociétés financières*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Valeur ajoutée brute</b>	899	757	978	1070	1381
-Rémunération des salariés	234	298	400	410	469
-Impôts- subventions sur produits	2	10	40	12	16
<b>=Excédent brut d'exploitation'</b>	<b>663</b>	<b>449</b>	<b>538</b>	<b>648</b>	<b>896</b>
-Service d'intermédiation financière indirectement mesuré	712	799	887	891	1143
+Revenu de la propriété reçue	788	912	1045	1108	1341
-revenu de la propriété versée	131	212	257	387	292
<b>=Revenu primaire brut</b>	<b>607</b>	<b>349</b>	<b>439</b>	<b>479</b>	<b>802</b>
+Autres transferts courants reçus	40	370	264	120	118
-Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	266	399	337	56	183
- Contributions sociales	15	18	21	22	28
-Autres transferts courants versés	129	104	244	148	170
<b>=Revenu Disponible brut</b>	<b>238</b>	<b>198</b>	<b>101</b>	<b>373</b>	<b>539</b>
<b>=Epargne brute</b>	<b>253</b>	<b>216</b>	<b>123</b>	<b>395</b>	<b>567</b>
+transferts en capital nets					
-FBCF	128	187	216	235	214
<b>=Capacité de financement</b>	<b>125</b>	<b>28</b>	<b>-94</b>	<b>160</b>	<b>353</b>

*Tableau 44 : Revenu, dépense et épargne des ménages*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Valeur ajoutée brute</b>	29 031	31 155	35 262	39 170	42 609
-Rémunération des salariés versée	3 610	3 882	4 054	4 390	4 654
-Impôts sur la production	69	69	63	101	105
<b>=Revenu Mixte Brut</b>	<b>25 352</b>	<b>27 204</b>	<b>31 145</b>	<b>34 680</b>	<b>37 850</b>
+Rémunération des salariés reçue	7 681	8 505	9 650	10 374	11 148
+Revenu de la propriété reçue	72	1 311	881	374	1 605
-Revenu de la propriété versée	51	66	60	114	114
<b>=Revenu Primaire Brut</b>	<b>33 054</b>	<b>36 954</b>	<b>41 617</b>	<b>45 313</b>	<b>50 489</b>
-Cotisations Sociales autres que transferts sociaux en nature	284	248	263	116	122
+prestations sociales reçues	236	458	500	517	588
+Autres transferts courants reçus	2 329	2 387	3 104	3 783	4 882
-Impôts sur le revenu et le patrimoine					
-Impôts courants / Revenus et Capital	195	221	271	295	315

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
-Autres transferts courants versés	1 604	1 796	2 095	2 258	2 430
<b>=Revenu Disponible Brut</b>	<b>33 537</b>	<b>37 533</b>	<b>42 590</b>	<b>46 945</b>	<b>53 091</b>
+Transferts sociaux en nature	1 329	1 356	1 337	1 267	1 886
<b>Revenu Disponible ajusté</b>	<b>34 866</b>	<b>38 890</b>	<b>43 927</b>	<b>48 212</b>	<b>54 977</b>
-Consommation finale effective	39 419	42 552	48 918	51 871	57 975
<b>=Epargne Brute</b>	<b>-4 552</b>	<b>-3 662</b>	<b>-4 991</b>	<b>-3 659</b>	<b>-2 997</b>
+transferts en capital nets					
-FBCF	3 184	3 216	2 690	2 646	2 892
<b>=Capacité de financement</b>	<b>-7 736</b>	<b>-6 879</b>	<b>-7 681</b>	<b>-6 305</b>	<b>-5 889</b>

*Tableau 45 : Transactions Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>1. PIB à prix courant</b>	<b>46 309</b>	<b>51 377</b>	<b>56 654</b>	<b>61 573</b>	<b>65 829</b>
2. Revenu net en provenance du RDM	-953	-851	-2 813	-1 989	856
<b>3.Revenu National Brut</b>	<b>45 355</b>	<b>50 526</b>	<b>53 842</b>	<b>59 584</b>	<b>66 686</b>
4. Transferts courants nets en provenance du reste du monde	601	277	393	1 166	1 102
5. Revenu National Disponible Brute	45 957	50 802	54 235	60 750	67 787
6. Dépense de consommation finale	45 142	47 335	55 177	61 929	69 309
<b>7.Epargne Brute</b>	<b>815</b>	<b>3 468</b>	<b>-942</b>	<b>-1 180</b>	<b>-1 521</b>
8. Formation brute de Capital Fixe	10 548	14 377	12 912	13 984	15 779
9. Variation de stocks	685	509	48	65	128
<b>10. Solde de transferts courants</b>	<b>-10 419</b>	<b>-11 419</b>	<b>-13 902</b>	<b>-15 228</b>	<b>-17 428</b>
11. Transfert de capital net du RDM	1 020	1 541	1 703	569	-1 735
<b>12.Capital(+)/Besoin(-)de financement</b>	<b>-9 398</b>	<b>-9 878</b>	<b>-12 199</b>	<b>-14 659</b>	<b>-19 162</b>

*Tableau 46: Compte du reste du monde*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<i>1. Ressources</i>					
Importations	24 681	27 482	27 384	30 838	33 537
<i>2. Emplois</i>					
Exportations(FAB)	14 615	16 638	15 901	16 433	14 151
<b>Solde des échanges extérieurs de Biens &amp; Services</b>	<b>10 067</b>	<b>10 844</b>	<b>11 483</b>	<b>14 405</b>	<b>19 386</b>
<i>A destination du reste du monde</i>					
Solde des échanges extérieurs de Biens & Services	10 067	10 844	11 483	14 405	19 386
Rémunération des salariés	53	43	84	34	154
Revenu de la propriété reçu	1 059	1 029	2 749	2 038	0
Autres transferts courants	601	599	803	1 062	8 545
<i>En provenance du reste du monde</i>					
Rémunération des salariés	7	27	7	17	196
Revenu de la propriété versée	151	194	13	65	814
Autres transferts courants versés	1 202	876	1 196	2 227	9 646

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Solde des opérations courantes</b>	<b>10 419</b>	<b>11 419</b>	<b>13 902</b>	<b>15 228</b>	<b>17 429</b>
<b>Opérations en Capital</b>					
Solde des transactions courantes	10 419	11 419	13 902	15 228	17 429
Transfert en capital	-1 020	-1 541	-1 703	-569	1 735
<b>Capacité(+)/ Besoin de financement</b>	<b>9 398</b>	<b>9 878</b>	<b>12 199</b>	<b>14 659</b>	<b>19 163</b>

*Tableau 47 : compte des société non financière*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte de production</b>					
1. Ressources					
Production	22 773	25 550	24 763	26 811	26 864
2. Emplois					
Consommations intermédiaires	12 879	14 161	13 902	15 716	16 397
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>9 893</b>	<b>11 389</b>	<b>10 861</b>	<b>11 096</b>	<b>10 467</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
1. Ressources					
Valeur ajoutée brute	9 893	11 389	10 861	11 096	10 467
2. Emplois					
Rémunération des salariés	1 980	2 457	2 950	2 909	2 864
Impôts nets des subventions	73	114	86	91	90
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>7 840</b>	<b>8 818</b>	<b>7 825</b>	<b>8 096</b>	<b>7 513</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
1. Ressources					
Excédent brut d'exploitation	7 840	8 818	7 825	8 096	7 513
Revenu de la propriété	20	26	25	44	44
2. Emplois					
Revenu de la propriété	1 437	2 501	3 793	2 531	1 312
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>6 423</b>	<b>6 343</b>	<b>4 057</b>	<b>5 609</b>	<b>6 245</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
1. Ressources					
Solde des revenus primaires	6 423	6 343	4 057	5 609	6 245
Cotisations sociales imputées	58	69	90	86	81
Autres transferts courants	24	41	160	77	42
2. Emplois					
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	1 064	1 594	1 350	1 437	1 547
Prestations sociales directes d'employeurs	58	69	90	86	81
Transferts courants divers	450	594	662	1 034	995
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>4 934</b>	<b>4 196</b>	<b>2 205</b>	<b>3 215</b>	<b>3 745</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
2. Emplois					
Transferts sociaux en nature					
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>4 934</b>	<b>4 196</b>	<b>2 205</b>	<b>3 215</b>	<b>3 745</b>

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
2. Emplois					
<b>Epargne brute</b>	<b>4 934</b>	<b>4 196</b>	<b>2 205</b>	<b>3 215</b>	<b>3 745</b>
<b>Compte des opérations en capital</b>					
1. Ressources					
Epargne brute	4 934	4 196	2 205	3 215	3 745
Transferts en capital à recevoir (+)	1 008	1 503	1 627	633	-1 690
Transferts en capital à payer (-)				-90	-90
2. Emplois					
Formation brute de capital fixe	11 024	8 009	6 001	4 915	5 952
Variation des stocks	612	350	-5	8	-8
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-5 693</b>	<b>-2 660</b>	<b>-2 165</b>	<b>-1 166</b>	<b>-3 978</b>

*Tableau 48: Compte des sociétés financières*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte de production</b>					
1. Ressources					
Production	1 616	2 273	5 145	3 560	4 879
2. Emplois					
Consommations intermédiaires	717	1 517	4 167	2 490	3 498
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>899</b>	<b>757</b>	<b>978</b>	<b>1 070</b>	<b>1 381</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
1. Ressources					
Valeur ajoutée brute	899	757	978	1 070	1 381
2. Emplois					
Rémunération des salariés	234	298	400	410	469
Impôts nets des subventions	2	10	40	12	16
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>663</b>	<b>449</b>	<b>538</b>	<b>648</b>	<b>896</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
1. Ressources					
Excédent brut d'exploitation	663	449	538	648	896
Revenu de la propriété	788	912	1 045	1 108	1 341
2. Emplois					
Revenu de la propriété	131	212	257	387	292
SIFIM	712	799	887	891	1 143
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>607</b>	<b>349</b>	<b>439</b>	<b>479</b>	<b>802</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
1. Ressources					
Solde des revenus primaires	607	349	439	479	802
Cotisations sociales imputées	15	18	22	22	28
Autres transferts courants	40	370	264	120	118
2. Emplois					

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	266	399	337	56	183
Prestations sociales directes d'employeurs	15	18	21	22	28
Transferts courants divers	129	104	244	148	170
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>253</b>	<b>216</b>	<b>123</b>	<b>395</b>	<b>567</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	253	216	123	395	567
2. Emplois					
Transferts sociaux en nature					
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>253</b>	<b>216</b>	<b>123</b>	<b>395</b>	<b>567</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	253	216	123	395	567
2. Emplois					
<b>Epargne brute</b>	<b>253</b>	<b>216</b>	<b>123</b>	<b>395</b>	<b>567</b>
<b>Compte des opérations en capital</b>					
1. Ressources					
Epargne brute	253	216	123	395	567
Transferts en capital à recevoir (+)		0			
Transferts en capital à payer (-)		0			
2. Emplois					
Formation brute de capital fixe	128	187	216	235	214
Variation des stocks	4	53	-21	-28	32
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>122</b>	<b>-25</b>	<b>-73</b>	<b>188</b>	<b>321</b>

Tableau 49 : *Compte des administrations publiques*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte de production</b>					
1. Ressources					
Production	7 015	6 332	7 703	11 224	13 348
2. Emplois					
Consommations intermédiaires	3 209	2 496	2 709	5 980	7 299
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>3 807</b>	<b>3 835</b>	<b>4 994</b>	<b>5 244</b>	<b>6 049</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
1. Ressources					
Valeur ajoutée brute	3 807	3 835	4 994	5 244	6 049
2. Emplois					
Rémunération des salariés	1 889	1 865	2 288	2 644	3 078
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1 918</b>	<b>1 970</b>	<b>2 706</b>	<b>2 600</b>	<b>2 971</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
1. Ressources					
Excédent brut d'exploitation	1 918	1 970	2 706	2 600	2 971
Impôts nets des subventions et TVA	3 505	5 192	5 563	6 010	6 591

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Revenu de la propriété	413	181	144	175	134
2. Emplois					
Revenu de la propriété	566	462	682	597	543
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>5 270</b>	<b>6 881</b>	<b>7 731</b>	<b>8 187</b>	<b>9 154</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
1. Ressources					
Solde des revenus primaires	5 270	6 881	7 731	8 187	9 154
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	1 524	2 214	1 959	1 787	2 045
Cotisations sociales	212	162	152	8	12
Autres transferts courants	1 574	1 337	1 531	2 791	1 513
2. Emplois					
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine					
Prestations sociales directes d'employeurs	164	372	388	409	477
Transferts courants divers	1 275	1 492	1 887	2 412	2 129
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>7 141</b>	<b>8 730</b>	<b>9 098</b>	<b>9 951</b>	<b>10 118</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	7 141	8 730	9 098	9 951	10 118
2. Emplois					
Transferts sociaux en nature	1 188	1 144	978	897	1 504
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>5 953</b>	<b>7 587</b>	<b>8 120</b>	<b>9 054</b>	<b>8 614</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	7 141	8 730	9 098	9 951	10 118
2. Emplois					
Dépense de consommation finale	6 911	5 926	7 237	10 956	12 838
<b>Epargne brute</b>	<b>230</b>	<b>2 805</b>	<b>1 861</b>	<b>-1 004</b>	<b>-2 720</b>
<b>Compte des opérations en capital</b>					
1. Ressources					
Epargne brute	230	2 805	1 861	-1 004	-2 720
Transferts en capital à recevoir (+)	7	9	18	6	
Transferts en capital à payer (-)	-20	-14	-17	-63	-47
2. Emplois					
Formation brute de capital fixe	-3 824	2 899	3 891	6 062	6 584
Variation des stocks					
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>4 041</b>	<b>-99</b>	<b>-2 029</b>	<b>-7 124</b>	<b>-9 351</b>

**Tableau 50 : Compte des ménages et des entreprises individuelles**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte de production</b>					
1. Ressources					
Production	46 279	46 691	54 694	62 084	67 871
2. Emplois					
Consommations intermédiaires	17 248	15 536	19 432	22 914	25 262
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>29 031</b>	<b>31 155</b>	<b>35 262</b>	<b>39 170</b>	<b>42 609</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
1. Ressources					
Valeur ajoutée brute	29 031	31 155	35 262	39 170	42 609
2. Emplois					
Rémunération des salariés	3 610	3 882	4 054	4 390	4 654
Impôts nets des subventions	69	69	63	101	105
<b>Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte</b>	<b>25 352</b>	<b>27 204</b>	<b>31 145</b>	<b>34 680</b>	<b>37 850</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
1. Ressources					
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	25 352	27 204	31 145	34 680	37 850
Rémunération des salariés	7 681	8 505	9 650	10 374	11 148
Revenu de la propriété	72	1 311	881	374	1 605
2. Emplois					
Revenu de la propriété	51	66	60	114	114
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>33 054</b>	<b>36 954</b>	<b>41 617</b>	<b>45 313</b>	<b>50 489</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
1. Ressources					
Solde des revenus primaires	33 054	36 954	41 617	45 313	50 489
Prestations sociales	236	458	500	517	588
Autres transferts courants	2 329	2 387	3 104	3 783	4 882
2. Emplois					
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	195	221	271	295	315
Cotisations sociales	284	248	263	116	122
Transferts courants divers	1 604	1 796	2 095	2 258	2 430
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>33 537</b>	<b>37 533</b>	<b>42 590</b>	<b>46 945</b>	<b>53 091</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	33 537	37 533	42 590	46 945	53 091
Transferts sociaux en nature	1 329	1 356	1 337	1 267	1 886
2. Emplois					
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>34 866</b>	<b>38 890</b>	<b>43 927</b>	<b>48 212</b>	<b>54 977</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	33 537	37 533	42 590	46 945	53 091
2. Emplois					
Dépense de consommation finale	38 089	41 196	47 581	50 603	56 089
<b>Epargne brute</b>	<b>-4 552</b>	<b>-3 662</b>	<b>-4 991</b>	<b>-3 659</b>	<b>-2 997</b>
<b>Compte des opérations en capital</b>					

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
1. Ressources					
Epargne brute	-4 552	-3 662	-4 991	-3 659	-2 997
Transferts en capital à recevoir (+)					
Transferts en capital à payer (-)					
2. Emplois					
Formation brute de capital fixe	3 184	3 216	2 690	2 646	2 892
Variation des stocks	70	107	74	85	104
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-7 806</b>	<b>-6 986</b>	<b>-7 755</b>	<b>-6 390</b>	<b>-5 994</b>

**Tableau 51: Compte des ISBLSM**

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Compte de production</b>					
1. Ressources					
Production	143	208	360	400	437
2. Emplois					
Consommations intermédiaires	113	167	289	321	351
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>31</b>	<b>41</b>	<b>71</b>	<b>79</b>	<b>86</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
1. Ressources					
Valeur ajoutée brute	31	41	71	79	86
2. Emplois					
Rémunération des salariés	14	20	34	37	41
<b>Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>37</b>	<b>41</b>	<b>45</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
1. Ressources					
Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte	17	21	37	41	45
2. Emplois					
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>37</b>	<b>41</b>	<b>45</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
1. Ressources					
Solde des revenus primaires	17	21	37	41	45
Autres transferts courants	101	143	247	275	300
2. Emplois					
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>118</b>	<b>164</b>	<b>284</b>	<b>316</b>	<b>345</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	118	164	284	316	345
Transferts sociaux en nature					
2. Emplois					
Transferts sociaux en nature	142	213	359	370	382
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>-23</b>	<b>-48</b>	<b>-75</b>	<b>-54</b>	<b>-37</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>					
1. Ressources					
Revenu disponible brut	118	164	284	316	345



Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
2. Emplois					
Dépense de consommation finale	142	213	359	370	382
<b>Epargne brute</b>	<b>-23</b>	<b>-48</b>	<b>-75</b>	<b>-54</b>	<b>-37</b>
<b>Compte des opérations en capital</b>					
1. Ressources					
Epargne brute	-23	-48	-75	-54	-37
Transferts en capital à recevoir (+)	25	44	75	84	91
Transferts en capital à payer (-)					
2. Emplois					
Formation brute de capital fixe	37	65	113	126	137
Variation des stocks					
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-36</b>	<b>-70</b>	<b>-113</b>	<b>-96</b>	<b>-83</b>

*Tableau 52: Consommation finale par secteur institutionnel*

Rubrique	2011	2012	2013	2014	2015
Dépense de consommation finale	45 142	47 335	55 177	61 929	69 309
Ménages	38 089	41 196	47 581	50 603	56 089
Administrations publiques	6 911	5 926	7 237	10 956	12 838
ISBLSM	142	213	359	370	382
Consommation finale individualisable	40 748	43 909	50 255	53 138	59 861
Ménages	39 419	42 552	48 918	51 871	57 975
Administrations publiques	1 188	1 144	978	897	1 504
ISBLSM	142	213	359	370	382
Consommation finale collective	5 723	4 782	6 259	10 059	11 334
Ménages					
Administrations publiques	5 723	4 782	6 259	10 059	11 334
ISBLSM					